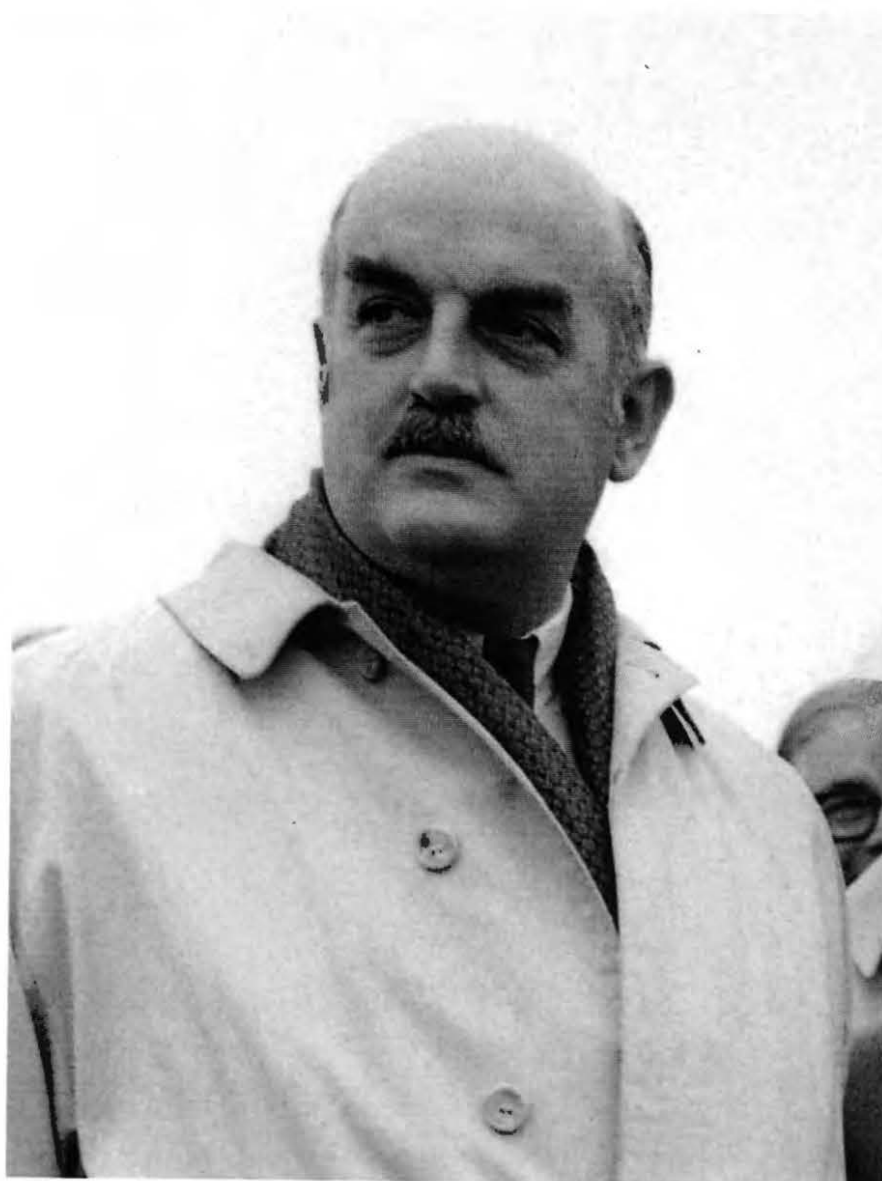




Michel BOSCHER

Le père de la ville nouvelle d'Evry



Document réalisé par l'Association

MEMOIRES et AVENIR de la VILLE NOUVELLE

Avec le concours de André DARMAGNAC
 Isabelle BICHON
 Elio BOULAKIA
 Dominique PLANQUETTE
 Joseph NOUVELLON

le 3 mars 2011

SOMMAIRE



	pages
Editorial	5
Biographie de Michel BOSCHER	7
Michel BOSCHER vu par	
Jean BASTID	9
Monsieur AURILLAC – Préfet de l'Essonne	13
Guy SALMON-LEGAGNEUR	16
Michel MOTTEZ	18
Jacques FOURNET	20
Christiane GOSSET	21
Joseph NOUVELLON	22
André DARMAGNAC	25
Claude JEANLIN	26
Lui-même	29
Les attaches de Michel BOSCHER en Essonne	32
Michel BOSCHER – Commissaire-priseur	33
Comités de Jumelage	
Bexley	34
Troisdorf	35
Interviews de Michel BOSCHER	
- le 30 mars 1975	36
- le 3 juillet 2002	39



19 mars 1975 – Place de l'Agora

EDITORIAL



19 mars 1975.

Froid et neige sur Evry, mais c'est la fête : Michel BOSCHER, Député-Maire, qui attendait Jacques CHIRAC, Premier Ministre, accueille Robert GALLEY, Ministre de l'Équipement pour inaugurer la Ville Nouvelle d'Evry : l'Agora et le centre commercial.

La foule est nombreuse, à la hauteur de l'évènement : un centre commercial régional de conception nouvelle en France (Evry/2, le second après Parly/2 en Yvelines), et un centre socio-éducatif concentrant équipements sportifs, culturels, (bibliothèque, cinémas, théâtre et musique) et associatifs : le tout intégré en un même lieu, pour une agglomération future de plus de 100.000 habitants. Comme un paquebot que l'on met à la mer.

Les discours officiels résonnent dans tout l'édifice, quelques oppositions politiques cherchent à se montrer, mais les gens sont plutôt à cette découverte : un hypermarché, des boutiques qui débouchent sur la Grand'Place de l'Agora.

19 mars 2011.

Hommage est rendu à celui que l'on appelle le « père de la Ville Nouvelle », auteur d'une loi sur l'organisation des Villes nouvelles de France.

M. Manuel VALLS, Député-Maire, donne à deux lieux de la ville d'Evry les empreintes de la reconnaissance : dans sa maison familiale, rue des Douze Apôtres, et sur la place de l'Agora, qui prend désormais le nom de « place de l'Agora – Michel BOSCHER ».

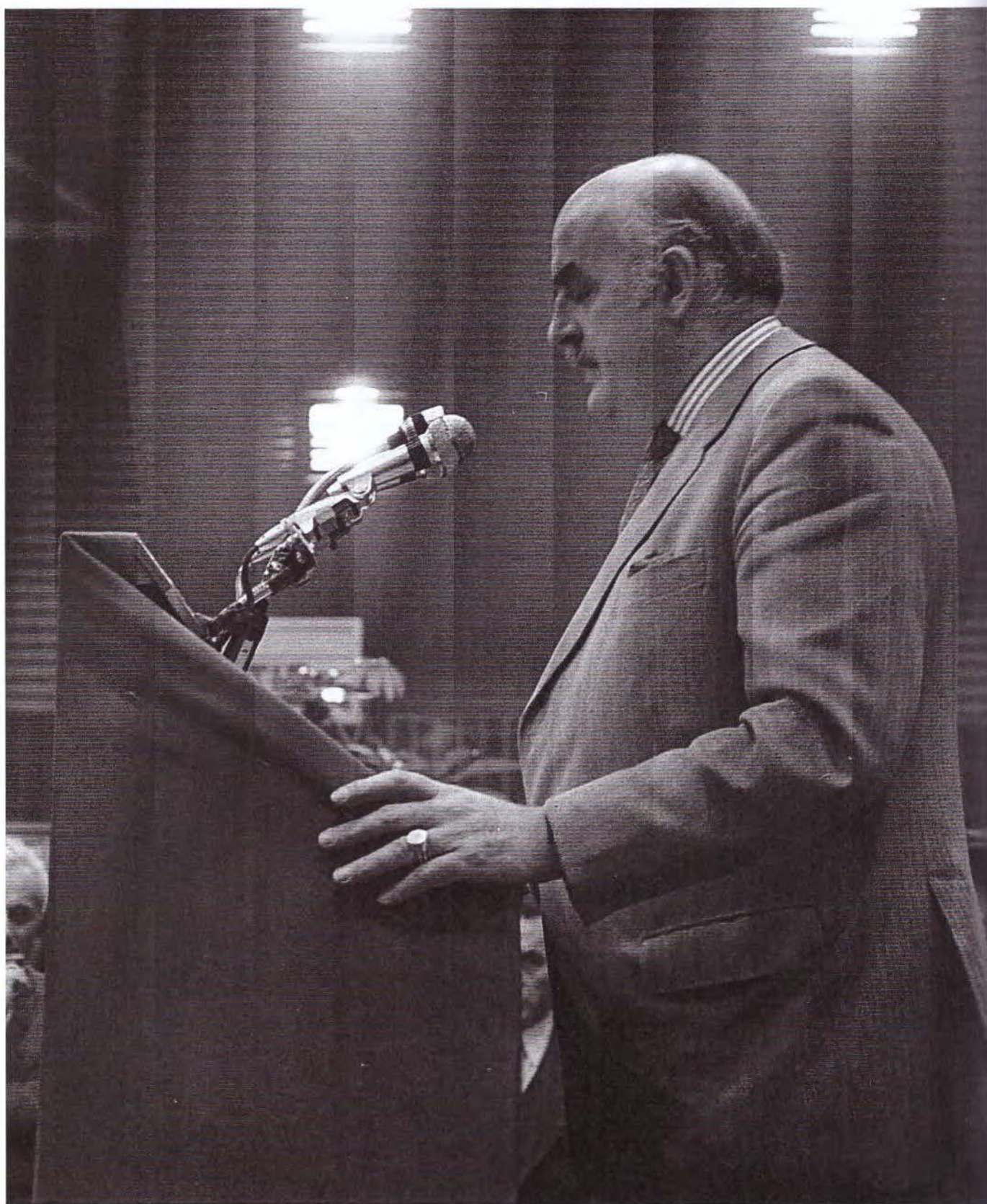
C'est pour retracer la vie, la personnalité et l'œuvre de Michel BOSCHER que ce document-mémoire paraît maintenant : il contient des témoignages de personnes qui l'ont bien connu et ont travaillé avec lui, et se souviennent (en y apportant leur propre vision de ce qu'ils ont vécu, laissant aux historiens le soin de les confronter avec d'autres sources) ; et des déclarations de M. BOSCHER lui-même.

Telle est la vocation de l'Association Mémoires et Avenir de la Ville Nouvelle : rassembler et conserver tous les documents qui, plus tard, serviront à l'Histoire de notre ville et de son agglomération.

Nombre de ses membres ont contribué à réaliser ce document : qu'ils en soient félicités et remerciés.

Mais il s'adresse aussi à nos concitoyens qui n'ont pas connu la période pionnière de leur ville : que cette mémoire les aide à poursuivre la construction de notre futur...

Joseph NOUVELLON
Président de Mémoires et Avenir de la Ville Nouvelle



Décembre 1975 : inauguration de la gare d'Evry-Courcouronnes

BIOGRAPHIE



Michel Georges BOSCHER est né le 19 novembre 1922, dans le village d'Evry-Petit-Bourg où sa famille, parisienne, (son père y était banquier en valeurs) y possédait une maison de campagne.

Ancien élève de l'Ecole Libre des Sciences Politiques, licencié en Droit, il devient, en 1952, commissaire-priseur à Paris, charge qu'il conservera jusqu'en 2006.

Ancien résistant, et déporté, il est élu Maire d'Evry en octobre 1947, puis Député U.N.R. (Union pour la Nouvelle République) de Seine et Oise, réélu en 1968 Député U.D.R. puis R.P.R. de la deuxième circonscription de l'Essonne (Evry-Etampes), jusqu'en 1978. C'est durant cette mandature qu'il fit adopter sa proposition de loi sur les Villes Nouvelles, loi votée en juillet 1970 et qui porte son nom.

Conseiller général (du nouveau canton d'Evry) de 1967 à 1973.

Secrétaire général adjoint puis vice-président de l'Association des Maires de France (1964-73).

Membre et questeur, puis président (en 1975) du District de la Région de Paris.

Président de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Ville Nouvelle d'Evry - E.P.E.V.R.Y. - (1969-77) et du Syndicat Communautaire d'Aménagement de la Région Nouvelle d'Evry - S.I.A.R.E. - (1973-77).

Officier de la Légion d'honneur, Croix de guerre 39-45, Médaille de la Déportation, Croix du Combattant Volontaire de la Résistance, Knight Commander of the British Empire.

Michel BOSCHER est décédé à Paris le 26 septembre 2008, et repose, aux côtés de son épouse, au cimetière d'Evry.



L'Amour mai 1975



Jean BASTID – Michel BOSCHER



Michel BOSCHER reçoit Françoise GIROUD, Ministre de la condition féminine, en 1976

A gauche : Jean BASTID et André LALANDE

MICHEL BOSCHER FONDATEUR DE LA VILLE NOUVELLE D'EVRY



C'est pour les élections municipales de 1959 que Michel Boscher a fait entrer dans son équipe le nouvel arrivant à Evry que j'étais.

Pendant trois mandats, je suis resté à ses côtés, puis ai continué à le rencontrer à Paris jusqu'à sa disparition en 2008. Le travail accompli en commun s'était accompagné d'une solide amitié.

Maire depuis 1947, Député-Maire en 1958, il connaissait bien le village d'EVRY-PETIT-BOURG où il était né en 1922.

Dès 1960, les administrations chargées de l'aménagement de la région parisienne et les promoteurs immobiliers s'intéressaient au plateau agricole, si proche de Paris, qui formait l'essentiel du Territoire de la Commune.

A l'automne 1964, lors d'un voyage en train à Lille, où avait lieu un congrès politique, Georges Pompidou, Premier ministre, fit appeler Michel Boscher pour l'informer des intentions du Gouvernement :

- d'une part choisir Evry-Petit-Bourg pour siège de la Préfecture du nouveau département de l'Essonne ; mais le nom du village ne pouvant convenir à un chef-lieu, il faudrait en changer ;
- d'autre part, transformer le village en une des cinq villes nouvelles de la Région parisienne.

Bien qu'il ne fut pas demandeur, une courte réflexion suffit à Michel Boscher pour comprendre le choix du Gouvernement et expliquer à son Conseil municipal qu'une importante urbanisation était inéluctable ; qu'un projet de ville organisée par les pouvoirs publics était préférable à des implantations d'immeubles mal coordonnées, avec des équipements publics insuffisants qui arriveraient tardivement et reproduiraient un autre de ces grands ensembles déjà décriés.

Selon le vote du Conseil municipal, le nouvel EVRY ne se ferait pas au détriment du village, ne serait pas une ville-dortoir, ne serait pas une « ville SNECMA »⁽¹⁾ ! Les équipements publics devraient précéder les logements, le financement devrait se faire « de bout en bout sans accroc » etc.

Michel Boscher avait alors modernisé le village avec une nouvelle Mairie, une nouvelle Poste⁽²⁾, un stade en bord de Seine, etc. Il faudrait donc tout recommencer.

Préalablement aux bouleversements envisagés, notre Député-Maire avait demandé au Ministre de la Construction que le plateau soit classé, à titre protecteur, en zone d'aménagement différé (ZAD), ce qui avait été fait dès octobre 1964.

Nous fut présenté un schéma urbain élaboré par l'Atelier d'urbanisme de la région parisienne (IAURP) puis par l'établissement public d'aménagement d'EVRY (EPEVRY), couvrant également tout ou partie de plusieurs communes voisines. Il se présentait sous la forme d'une croix dont le centre regrouperait les grands équipements : Préfecture, Tribunal, Agora, centre commercial... Les quatre branches seraient bâties et séparées par quatre grands parcs existants ou à créer. L'organisation des quartiers et des constructions s'inspirerait d'une école, ou mouvement de l'urbanisme moderne dit de DRONTEN, du nom d'une ville-exemple hollandaise... ce qu'un Ministre de passage qualifia « d'aventure intellectuelle ».

(1) Cette usine était la seule et récente implantation d'alors.

(2) Le Ministre qui l'inaugura fut sollicité par Michel Boscher d'accroître le nombre de lignes téléphoniques alors notoirement insuffisantes. La réponse du Ministre fut : « Le téléphone est un gadget ».

Les grandes règles de l'urbanisme classique, – ainsi l'avenue rectiligne terminée par un monument – étaient alors bannies. Les projets des architectes devaient être novateurs.

Excellent juriste, formé aux sciences politiques, doté d'une vaste culture artistique ⁽¹⁾, Michel Boscher regretta de n'avoir pas le loisir d'approfondir ses connaissances en urbanisme et en architecture modernes, qui étaient alors celles de tout « honnête homme » et qui seraient fortement sollicitées lors des jurys des concours d'architecture à venir.

Sa présidence d'EPEVRY fut facilitée au plan juridique, financier et technique, par la hauteur de vue, les compétences et la passion accumulées dans l'établissement. Il sût exiger des modifications parfois importantes qui lui tenaient à cœur.

Sa présidence des deux syndicats intercommunaux d'aménagement, si elle fut généralement sereine, se heurta au particularisme des communes concernées par le schéma et dont les couleurs politiques différaient des siennes. Il lutta pour un regroupement en vue d'arriver à une gestion unique, plus simple et moins coûteuse de la ville nouvelle.

Dès 1967, il avait présenté au Parlement une proposition de loi qui prévoyait l'organisation de référendum locaux impliquant démocratiquement à la fois les conseils municipaux et les habitants, en vue d'une fusion entre collectivités.

Les discussions furent longues. Beaucoup de parlementaires également élus locaux veillaient à la préservation du principe général de l'autonomie des collectivités locales. La loi fut votée le 10 juillet 1970. La résistance des communes de la ville l'emporta. Michel Boscher fut fier cependant d'avoir fait voter une loi qui portait son nom.

La ville d'EVRY accéda peu à peu à la notoriété. Un conseil des ministres s'y tint le 26 février 1975. Précédant la colonne des voitures ministérielles, la DS du Président de la République s'arrêta à l'emplacement prévu par le protocole. Michel Boscher s'avança pour ouvrir la portière arrière droite : il n'y avait personne sur la banquette. C'est que le Président Giscard d'Estaing avait conduit lui-même. Le temps que Michel Boscher contourne la voiture, il avait déjà mis pied à terre...

Cette notoriété fut accrue par les déjeuners-débat organisés à l'intention de la Presse. Ils étaient co-présidés par le Ministre de passage et Michel Boscher, chacun à un bout de table. Les échanges étaient vifs, tellement les opinions divergeaient sur la ville et son devenir. Les articles de presse, les reportages de la télévision reflétaient cela.

A cette époque fut décidée l'installation d'une sculpture en aluminium de MOLINARI : c'était une goutte d'eau géante frappant le sol et rejaillissant aux quatre points cardinaux. Elle était l'image des quatre branches de la ville. De passage, le Secrétaire d'Etat à la culture n'y trouva pas satisfaction pour son goût personnel. Mais la valeur symbolique de l'œuvre avait été approuvée sur place, notamment par Michel Boscher.

La transformation du village en ville se marqua plus nettement dès le début de 1975, avec l'ouverture concomitante de l'Agora et du centre commercial attenant. L'Agora, équipement de cœur de ville à vocation culturelle, éducatrice, sociale et sportive, et le centre commercial avec son achalandage régional, étaient alors justement considérés par les aménageurs de l'EPEVRY comme indispensables au démarrage d'une vraie ville. Ils seraient les moteurs de son animation ; leur bonne marche attirerait des habitants et générerait la venue d'activités pourvoyeuses d'emplois.

C'est pourquoi il fut décidé que le 19 mars 1975 jour de l'inauguration de l'Agora, serait symboliquement le jour de naissance de la ville nouvelle ⁽²⁾ et la fête serait organisée sur ce thème.

Celle-ci donna lieu à un rassemblement de plusieurs milliers d'habitants sur la place couverte. La cérémonie fut co-présidée par Roger GALLEY, ministre de l'équipement et Michel Boscher. Elle provoqua les retrouvailles de l'ancien capitaine de cavalerie Roger GALLEY, chef de l'escadron de chars qui, en 1944, en tête

(1) En témoigne la beauté de la médaille d'EVRY qu'il fit alors frapper.

(2) Comme Rome en 753 avant J.C. : AB urbe condita

de la division Leclerc, entra le premier dans Paris et Yves GRAMOULLE, conseiller municipal proche de Michel Boscher, pilote de l'un des deux chars qui, par la rue de Rivoli, arrivèrent les premiers place de la Concorde, face à des chars allemands.

Cette fête fut un succès, quelque peu gâché cependant par le froid et la neige qui freinèrent les animations prévues dans toute la ville.

Le soir, du dernier étage du bâtiment administratif de l'Agora, accompagné de son épouse souvent présente à ses côtés, Michel Boscher assista, entouré de quelques personnalités, au feu d'artifice, tiré sous la neige, donc, depuis la butte creuse. Ce fut là un spectacle étrange, accompagné par les musiques modernes du « Printemps de Bourges », inspirées de thèmes folkloriques.

A la fin, il marqua son vif contentement pour le bon déroulement de la journée. C'est alors que je l'informai de la communication téléphonique reçue par la direction de l'Agora au début de la cérémonie. Un correspondant anonyme avertissait qu'une bombe avait été déposée sur la place. J'ajoutais que j'avais alors pris le parti de garder pour moi cette information, la tenant pour celle d'un mauvais plaisant. Face aux risques de panique en cas d'évacuation urgente de la place, j'avais fondé ma décision sur l'idée qu'à l'époque une fausse alerte était la seule plausible. Il me fixa de ce regard scrutateur qu'il prenait dans les grandes circonstances et me dit : « Bien ».

La satisfaction de Michel Boscher était alors grande, d'avoir mené à bien la création de la Ville. Les voies et les réseaux fonctionnaient ou leurs chantiers s'achevaient. La Préfecture, le Tribunal, la gare centrale étaient en activité. En moins de dix ans, temps très court mesuré à celui des réalisations de l'urbanisme et de la construction, il avait fait aboutir un projet innovant auquel beaucoup ne croyaient pas et auquel s'étaient opposés nombre de ses adversaires politiques.

Il devait cette réussite à la hauteur de ses vues, à son autorité naturelle, à son entregent, à son expérience politique et, bien sûr, aux aides à ses décisions qu'il recevait d'Epévy. Ses origines, sa formation universitaire et son caractère y contribuèrent.

Sa présidence du District de la région parisienne qui précéda la Région Ile de France n'y fut pas non plus étrangère.

Sa stature imposante, voire sa corpulence, son allure étaient bien connues et jugées parfois comme celles d'un grand bourgeois. Malgré ou à cause de son aspect physique, il n'aimait guère se livrer à la cérémonie républicaine du serrage de mains à la chaîne ; il ne pratiquait pas non plus le tutoiement, ce qui le faisait passer pour distant. Quand son regard se faisait perçant, glacial ou ironique, il était craint de ses adversaires ou de ceux de ses collaborateurs qui avaient failli. En cas de grave contrariété, il était capable de coups de colère soudaine mais ne laissant pas de trace.

Il était le plus généralement paisible et cordial, se faisant pédagogue avec plaisir lorsqu'il devait au Conseil municipal exposer des affaires complexes. Et il y en avait. Il trouvait dans ses cigarettes anglaises qu'il tirait d'un étui en argent, tantôt une aide à la réflexion, tantôt une atténuation à la fatigue du soir. Il disait alors quelquefois pour clore sa journée de travail : « A chaque jour suffit sa peine ». Il pratiquait naturellement le flegme anglais, hérité de certaines de ses ascendances familiales. Parfaitement bilingue, il était aussi à l'aise à Paris et à Londres qu'à Evry. Sa philosophie rappelait parfois celle de Rudyard Kipling :

*« Si tu sais méditer, observer et connaître
Sans jamais devenir sceptique ou destructeur ...*

*Si tu sais être bon, si tu sais être sage,
Sans être moral ni pédant ; »...*

Il était d'un grand courage physique et le montra au temps de sa déportation pendant la guerre ; ou lors de « l'Algérie française » lorsqu'une bombe explosa la nuit à l'entrée de sa demeure évryenne. Ou encore en 1969 quand une de ses filles se vit interdire son inscription en Faculté à Paris par le piquet de grève d'une quarantaine de membres de l'UNEF. Il se présenta alors ceint de son écharpe tricolore au nom de la défense des libertés. Il fut agressé, frappé, jeté à terre, son écharpe piétinée. Ce sont les appariteurs qui le tirèrent d'affaire.

Gaulliste de cœur depuis 1940, il appartenait à la droite libérale et européenne, avec cependant une bonne pointe de colbertisme. Il rencontrait de temps à autres le Général qui lui dit une fois : « Je suis toujours très heureux de vous revoir ». Il m'avait rapporté ce mot dont il avait tiré plaisir et fierté.

Sa manière de diriger était celle d'un homme à la fois de réflexion et d'action, parfaitement organisé entre ses diverses fonctions et présidences, entre les trois pôles de ses activités, Evry, Paris et sa campagne de Valpuiseaux au sud du département, mais au détriment, malgré un lourd labeur, de sa charge parisienne de commissaire-priseur qu'il négligea quelque peu.

Il déléguait généreusement ses pouvoirs, faisant toujours confiance à ses collaborateurs. C'est ainsi que lors du recrutement de la première équipe de l'Agora – à laquelle je rends ici un hommage appuyé – il me laissa carte blanche, ne considérant que la compétence recherchée, alors que nous savions que certaines recrues n'étaient pas de notre bord politique, loin de là. Il en était de même lors de l'attribution des logements sociaux, qu'il décidait de manière objective.

Cette objectivité, cette générosité de grand seigneur fut pour une part la cause de son échec au combat politique qui suivit.

Le soir des résultats des élections municipales de 1977, où il était battu avec sa liste, il fut pris à partie dans les salons de l'ancienne Mairie par la foule de ses adversaires. Un déferlement de haine accueillit sa défaite. Il fut conquis, insulté comme s'il personnifiait la somme des catastrophes – imaginaires bien sûr – survenues à Evry depuis quinze ou vingt ans. Les vociférations emplissaient l'air contre l'incompétent, le profiteuse, le pouvoir personnel, le bourgeois, le traître, le trop grand, le trop massif et quoi encore.

Il fit preuve de son flegme habituel :

*Si tu peux rencontrer défaite après triomphe
« Et recevoir ces deux menteurs d'un même front
Si tu sais conserver ton courage et ta tête
Quand tous les autres la perdront »...
Rudyard Kipling*

Pourquoi une telle excitation, une telle violence, un tel acharnement contre l'adversaire municipal ? Aujourd'hui encore ce manque de civisme est inexplicable.

Car le temps qui a passé a rétabli le rôle de Michel Boscher à Evry, son désintéressement et la sagesse de sa gestion. Monsieur le Député-maire d'aujourd'hui le sait depuis longtemps, qui avait renoué, à titre personnel, avec Michel Boscher, qui a assisté à ses obsèques et qui organise la cérémonie aujourd'hui.

Michel Boscher avait la stature morale, l'ampleur de vue et les compétences d'un homme d'Etat. S'il n'a pas été ministre, il le doit à une circonstance subalterne qu'il n'a pu maîtriser.

A défaut de portefeuille, il aura eu un destin rare, celui de fondateur d'une ville.

Que ceux qui comme moi l'ont bien connu se rappellent l'homme qu'il était, que son souvenir laisse une trace profonde dans les esprits et dans les cœurs.



Jean BASTID
Ancien premier adjoint,
Premier directeur général de l'Agora,
Membre des conseils d'administration des syndicats
intercommunaux et de l'EPEVRY

Michel BOSCHER vu par le Préfet AURILLAC



J'ai connu Michel Boscher en février ou mars 1969. Je venais d'être nommé secrétaire général de la toute nouvelle préfecture de la région parisienne, confiée à Paul Delouvrier, préfet atypique, porté par sept ans d'expérience de délégué général au District qui préfigurait la région. Cette région avec ses villes nouvelles avait pour but assigné par le Président Charles De Gaulle et à son « nouvel Hausmann » de mettre fin à la croissance anarchique, radioconcentrique et en tâche d'huile de la banlieue parisienne, au « mitage » des espaces naturels, des forêts et des cultures.

Michel Boscher était un homme qui comptait au District. Député de Seine et Oise, puis de l'Essonne, maire de sa commune natale d'Evry Petit Bourg, depuis 1947, à 24 ans, au lendemain de son retour de déportation. Il apprit en 1964, par un coup de fil du ministre de l'Intérieur, que sa modeste et charmante commune rurale venait d'être choisie par le groupe de travail préparant le nouveau schéma directeur de la région parisienne pour être le siège d'une ville nouvelle. Il y avait de quoi perturber ce grand bourgeois, amateur d'art, sensible au charme bucolique de son village et au calme de sa grande maison pleine de souvenirs.

On dit qu'il fut d'abord réticent, on peut le croire. Il n'en restait pas trace lorsque je le connus. Il venait d'être élu président du conseil d'administration du District de la région parisienne, matrice du futur conseil régional.

Je devais lui rendre une visite protocolaire ; je n'en eus pas le temps.

Paul Delouvrier me convia à déjeuner. Ou plutôt à une de ces séances de « tord-méninges » où, dans une libre discussion, s'élaboraient les décisions, petites et grandes. Rien de protocolaire. Le cadre, une salle à manger monacale aménagée dans une des loges de conciergerie de la rue Barbet de Jouy. Le menu, poulet rôti, frites, salade, camembert, le tout livré d'un bistrot voisin. On tombait la veste, desserrait la cravate. Chacun pouvait s'exprimer, Paul Delouvrier prenait des notes, répondait brièvement aux objections, acquiesçait. Michel Boscher me frappa par sa présence, sa haute taille, son rire truculent et son bon sens. Le maire d'Evry avait le souci de préserver la transition entre l'ancien Petit Bourg et le nouveaux quartiers du chef-lieu du département et entendait voir appliquer ce principe à l'ensemble des villes nouvelles.

Ce déjeuner fut suivi de quelques autres où j'appris à mieux connaître la méthode Delouvrier. J'étais conquis. J'appris aussi, au cours de nos entretiens journaliers à connaître son tourment.

Le Délégué Général ne dépendait, en fait que du Chef de l'Etat qui l'avait nommé pour accomplir son grand dessein, le préfet, fut-il le premier de France, entré dans le droit commun des préfets, il représentait chacun des ministres et devait appliquer leurs décisions.

Le ministre de la rupture fut Albin Chalandon. Il ne croyait pas trop aux villes nouvelles dont l'objectif lui paraissait lointain. Il voulait résoudre la crise du logement au prix le plus bas sans trop tenir compte des contraintes du schéma directeur de 1965. Delouvrier refusa, De Gaulle qui avait d'autres soucis avec le référendum qui devait conduire à sa démission ne le soutint pas. Delouvrier présenta sa démission. Il fut remplacé par un préfet plus classique, je fus nommé préfet de l'Essonne. C'est alors que commença pour moi une collaboration avec Michel Boscher qui devait durer quatre ans.

Préfet en résidence provisoire à la sous préfecture de Corbeil, j'avais, outre la mission de construire une préfecture aux frais de l'Etat et de mettre en place les institutions traditionnelles d'un département, la fonction de commissaire du gouvernement auprès de l'établissement public de la ville nouvelle d'Evry dont le président était Michel Boscher et le directeur André Lalande. La qualité de la gestion de celui-ci rendit ma tâche de contrôle fort aisée. L'étroitesse des relations que nous entretenîmes tous les trois fit de nous une équipe à la Delouvrier qui ne se déchira jamais même s'il nous arriva d'avoir de grandes discussions à propos de tel ou tel projet. Je me souviens, de débats animés que nous eûmes à propos de la création d'une commission informelle de mères de famille pour juger les plans intérieurs des logements HLM, de nos échanges généralement enthousiastes sur les projets des architectes Andrault et Parat d'immeubles en gradins, de nos critiques du premier projet de voies couvertes au sein de l'Agora, avec des appartements et bureaux donnant sur une sorte de tunnel, heureusement non retenu. On travaillait déjà sur le nouvel Hôtel de Ville, la cathédrale et la mosquée.

Les principales difficultés nous venaient de l'extérieur de la ville nouvelle,

De la politique gouvernementale, d'abord, qui, sans remettre en cause le programme de la ville nouvelle, incitait les constructeurs, et non des moindres, Caisse des Dépôts et offices d'HLM, à mobiliser des terrains, hors périmètre des quatre communes de l'agglomération nouvelle (Evry, Bondoufle, Lisses et Courcouronnes). Par exemple Grigny, Ris-Orangis, Mennecy et surtout Corbeil-Essonnes. Cette ville qui se serait bien vue en chef-lieu du nouveau département. Cette rivalité avait aussi un aspect politique : Roger Combrisson, maire de Corbeil, voyait en Michel Boscher son meilleur ennemi. Il crut porter à la ville nouvelle un coup mortel en offrant de doubler le grand ensemble des Tarterêts.

Michel Boscher et André Lalande qui étaient impuissants en dehors des limites de l'établissement public m'appelèrent à l'aide. J'instruisis la demande de permis de construire et m'y opposai pour le motif imparable de défaut d'équipements publics sur le terrain proposé. Quand on sait la réputation actuelle des Tarterêts, quartier difficilement gérable et de fait ségrégationniste, on peut frémir à l'idée de ce qu'il serait s'il avait doublé.

Du conseil général, ensuite, qui bien que tout récent avait pris à son compte l'hostilité traditionnelle en France du conseil général à l'égard du chef-lieu. Certes pas une grande ville mais imposé par l'Etat et financé par lui.

Il y eut d'abord, hors budget de la ville nouvelle, l'aménagement des services d'accueil du public, non financé dans les travaux exécutés par l'Etat. Sous le régime d'alors, antérieur aux grandes lois de décentralisation, l'aménagement des préfectures relevait du budget départemental voté par le conseil général sur présentation du préfet, exécutif du département. Faute de ne pouvoir ouvrir la préfecture, il fallait aménager l'accueil, mais l'accueil était en ville nouvelle.

Michel Boscher m'aida dans cette négociation avec le pouvoir délibérant, largement gagnant dans cette affaire car les locaux du conseil général, entièrement financés par l'Etat étaient très beaux et infiniment plus pratiques que la salle provisoire de Corbeil.

Une autre anecdote qui dit bien le climat de l'époque, le financement du pont reliant Evry à Soisy. Joignant deux routes départementales, ce pont incombait au département, avec d'éventuelles subventions de l'Etat. Là la ville nouvelle, grâce à Michel Boscher abonda la subvention ce qui détendit les relations avec le conseil général.

Michel Boscher était en plein ciel de gloire. Le 10 juillet 1970, après deux ans de discussion, était promulguée la loi sur les villes nouvelles qui porte son nom, le 14 juillet suivant, une belle cérémonie militaire consacra la place d'Evry comme chef-lieu du département. A l'automne 1971 il inaugura, aux côtés du Président de la République la nouvelle préfecture de l'Essonne dont les jets d'eau transformèrent les bâtiments de Jean Laigneau en un nouveau Brasilia. Un mur d'images préfigura la ville nouvelle.

Après le déjeuner, j'accompagnai le Président Pompidou en hélicoptère jusqu'à Cergy-Pontoise dont il devait inaugurer la nouvelle préfecture. Le Président, après m'avoir remercié, ajouta : « Michel Boscher est un homme courageux et désintéressé, sait-il que sa réussite entraînera sa chute ? ».

Vision prophétique ou propos désabusé d'un homme qui savait déjà que la mort le guettait ?

Toujours est-il que les difficultés commencèrent avec les accès de mauvaise humeur des maires des communes du périmètre originel de la ville nouvelle et le refus des communes limitrophes d'entrer dans des syndicats d'agglomération prévus par la loi de 1970.

La population qui l'avait soutenu depuis 1947 se renouvelait au point de lui faire défaut, aux cantonales de 1973, aux municipales de 1977. Ce fut le choc le plus douloureux. Il quitta Evry, ne se représenta pas aux élections législatives de 1978. Il a retrouvé la terre de sa naissance en 2008, en choisissant d'être à Evry.

Je l'avais quitté en 1973 pour être nommé préfet de Picardie. J'aimais ce juste d'amitié, j'appréciais son désintéressement et son sens du service public et du bien commun. En un temps où le mépris des élus devient une mode morbide, je tiens à rappeler que Michel Boscher était un juste parmi les hommes.

Heureuse exception dans une France divisée, les successeurs de gauche de cet homme de droite lui ont rendu hommage et je voudrais, comme le dernier d'entre eux, Manuel Valls qui a pris l'initiative de cette inauguration, saluer l' élu de la République, l'homme qui a beaucoup compté dans l'histoire d'Evry, qui s'est pleinement engagé dans l'aventure menée par Paul Delouvrier et a accompagné avec passion et conviction la transformation d'Evry-Petit-Bourg en ville nouvelle.



Michel Aurillac
Préfet de l'Essonne 1970-1973

Michel BOSCHER, l'homme politique fondateur



Pour avoir été responsable des Villes Nouvelles auprès des Préfets successifs de la région parisienne : Paul DELOUVRIER, Maurice DOUBLET, Lucien LANIER pendant la décennie 1968-78 (avant de l'être encore au plan national jusque fin 1983), je pourrais ajouter à d'autres mon **témoignage personnel** sur l'homme Michel BOSCHER, responsable politique de la ville nouvelle d'Evry, que j'ai rencontré en d'innombrables réunions de travail tout au long de cette période.

Comment le sablier du temps passé pourrait-il effacer de ma mémoire l'élégance et le caractère majestueux de sa haute stature, sa voix forte et directe, son abord bienveillant et charmeur mais souvent ironique voire narquois ? Un homme politique, au sens fort et réaliste (fût-ce impitoyable) de l'expression ; sans circonlocution, il se battait et vous apostrophait en direct.

Deux anecdotes. La bataille en 71/72 pour obtenir de la DATAR l'installation à Evry (et non en province) de la biscuiterie LU : sans le forcing de Michel BOSCHER en haut lieu, pas de succès pour moi au Comité de décentralisation. La bataille début 1975 avec le Syndicat des transports parisiens et les Finances pour la mise en place des premières lignes de bus à Evry et Cergy : problème puisqu'il n'y avait encore que trop peu d'habitants pour les justifier ; BOSCHER tonitruait en me disant « je n'inaugurerai pas l'Agora si il n'y a pas des bus pour la desservir de plus loin ». Bref un homme politique qui agit dans le concret, pour soutenir et non pour faire des rodomontades médiatiques.

Au-delà de l'anecdote, je tiens pour un honneur de **rendre hommage** à l'action fondatrice de Michel BOSCHER, dans trois domaines.

En premier lieu, hommage au premier Président du conseil d'administration (7 élus locaux, 7 représentants de l'Etat) de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle : il a formé avec André LALANDE le directeur général un tandem exemplaire, dans la durée la plus longue comme dans la bonne entente et l'efficacité, chacun dans son champ de compétence, l'un politique, l'autre opérationnel. N'ayant manqué aucune séance, à ce conseil présidé par BOSCHER pendant les années 1969-77 comme dans les autres villes nouvelles, je ne peux que souligner le caractère unique de cette collaboration.

Quasiment dans le même temps, de 1973 à 77, Michel BOSCHER a été le premier Président du Syndicat communautaire d'aménagement de l'agglomération nouvelle d'Evry, regroupant 5 communes. Il a donc essuyé les plâtres de cette nouvelle institution intercommunale, dont il avait été l'inventeur au Parlement, avec toutes les difficultés relationnelles et financières que cela impliquait tant avec la tutelle qu'avec ses collègues élus des autres communes, du Conseil général et du District.

Hommage d'autre part à l'auteur de la loi BOSCHER : on ne se rend pas compte aujourd'hui du défi énorme, crucial, qui se posait dès le départ pour la réalisation des villes nouvelles, en l'absence d'une structure intercommunale ; un EPA peut acquérir le foncier, l'aménager et le vendre, réaliser des voiries primaires - mais les communes ont compétence pour réaliser et gérer les autres équipements, à commencer par les tuyaux d'assainissement, les écoles etc... Comment obtenir de petites communes rurales avec leurs petits budgets qu'elles empruntent les sommes considérables nécessaires à ces équipements pour des populations à venir mais impactant directement la charge fiscale de leurs habitants actuels ?

Il n'y avait guère d'autres solutions juridiques que de créer une commune nouvelle, par amputation du territoire des communes concernées par la ville nouvelle, et d'en attribuer la gestion à des personnes désignées par l'autorité préfectorale. Une voie de solution autoritaire préconisée par certains, parfaitement technocratique et de nature à renforcer encore un peu plus les oppositions aux villes nouvelles.

Le débat faisait rage, au ministère de l'Intérieur comme à l'Association des maires de France. Il y avait urgence à dégager une solution réaliste si on voulait vraiment poursuivre la réalisation des villes nouvelles. Et c'est là où l'intervention de Michel BOSCHER a été déterminante : élu local et parlementaire, bien introduit en haut lieu, il a élaboré et porté politiquement au Parlement le texte de la loi de 1970 qui porte son nom.

En bref cette loi permet de délimiter par décret la zone de « l'agglomération nouvelle » c'est-à-dire tout le territoire non construit des communes, et de la considérer comme si c'était une commune supplémentaire, avec sa fiscalité propre, mais gérée en commun par les délégués des municipalités existantes. Ainsi les habitants du centre aggloméré des bourgs sont mis à l'abri des risques et des aléas fiscaux et financiers liés à la réalisation de la ville nouvelle : ils pourront bénéficier de tout ce qui se construit dans celle-ci mais sans en supporter les conséquences.

A une exception près : les élections municipales suivantes ! Chacune des municipalités, chacun des maires sont bien évidemment élus tant par les habitants anciens que par les nouveaux. Or les élections de 1977 firent émerger à Evry comme ailleurs de nouveaux élus, plus jeunes, à dominante socialiste, habitant dans la ville nouvelle dont ils connaissent au quotidien les atouts et les difficultés.

Battu le grand notable Michel BOSCHER se retira définitivement, comme certains de ses collègues ailleurs : comment ne pas lui rendre hommage, comme à ceux qui ont eu le même courage, d'avoir assumé la pleine responsabilité d'une opération d'intérêt national qu'il n'avait pas souhaitée, fût-ce au risque d'y perdre son écharpe tricolore ?

En outre sa loi fondatrice votée quasiment sans opposition est restée. Malgré les sarcasmes et les manifestations lors de sa mise en place sur le terrain en 1972-73. Elle s'est révélée un instrument incontournable et efficace dans les différentes villes nouvelles ; elle a été simplifiée (distinction entre compétences/fiscalité de l'agglomération et celles des communes) mais pas détruite par la loi ROCARD de 1983 (à l'élaboration de laquelle j'ai participé). Elle peut même être considérée comme la préfiguration exemplaire et novatrice des intercommunalités de la loi CHEVENEMENT de 1994, généralisées ensuite par d'autres lois.

Hommage enfin au Président fondateur de l'Association internationale des villes nouvelles. Convaincu de la fécondité des échanges d'expérience, Michel BOSCHER a pris l'initiative de créer cette association regroupant les villes nouvelles d'un grand nombre de pays (de la Grande Bretagne aux USA, de l'Iran à l'Asie), d'en installer le secrétariat permanent à Londres puis en Hollande, et d'organiser chaque année des rencontres et des échanges extrêmement intéressants. Pour y avoir participé, parfois à ses côtés, j'ai pu en apprécier l'intérêt et les retombées pratiques, mais aussi le facteur de rayonnement à l'étranger de l'expérience de nos villes nouvelles françaises. C'est pourquoi il a été promu Président d'honneur de cette Association internationale qui lui a longtemps survécu.



Guy SALMON-LEGAGNEUR
Conseiller maître honoraire à la Cour des comptes
Ancien Secrétaire général (adjt, puis en titre) et vice-président
du Groupe Central des Villes Nouvelles

Michel BOSCHER – Témoignage de Michel MOTTEZ



La première fois que j'entendrais le nom de Michel BOSCHER, c'est en mars 1963. Je n'avais pas encore trente ans. La dernière fois que je m'entreprendrai avec lui, ce sera au printemps 1978.

Pendant 15 ans, Michel BOSCHER sera l'homme politique qui incarnera la Ville Nouvelle d'Evry, il sera l'interlocuteur incontournable des aménageurs d'Etat dont je faisais partie.

En 1963, jeune architecte urbaniste, je travaillais dans l'organisme d'étude en charge de préparer le Schéma Directeur qui en 1965 donnera naissance au concept de Ville Nouvelle. Le plateau d'Evry répondait aux sujétions techniques qu'exigeait un tel développement et lors d'une présentation de nos travaux à Paul DELOUVRIER, celui-ci aborda la compatibilité de ce choix avec les sujétions politiques. La ville nouvelle ne pouvait se mettre en œuvre qu'avec au minimum une volonté de concertation constructive de la part des collectivités locales concernées. C'est alors que le nom de Michel BOSCHER, jeune parlementaire UDR, proche de Michel DEBRE, maire d'Evry-Petit-Bourg fut prononcé.

Etait-il l'homme de la situation pour porter politiquement cette entreprise à risque ? Michel BOSCHER s'engagera dans cette aventure et pour comprendre son engagement, il faut rappeler ce qu'il était.

Fils de famille bourgeoise aisée, il détenait une charge de commissaire-priseur à Paris, où il demeurait rue Saint-Dominique, à deux pas du Parlement. Son attaché à Evry-Petit-Bourg était une belle propriété familiale dominant la Seine. Pendant la guerre, il s'était engagé dans la Résistance, avait été déporté et était rentré en politique aussitôt la guerre terminée au sein du mouvement gaulliste. Son comportement et probablement la respectabilité de sa famille l'amèneront naturellement à la Mairie d'Evry-Petit-Bourg. Autant que j'ai pu l'apprendre, il avait sorti la petite commune de sa torpeur, l'avait équipée dignement et Michel DEBRE était venu le 29 avril 1961 inaugurer à la fois sa nouvelle mairie et une maison de jeunes judicieusement disposées au cœur du village avec une audace de modernité incontestable pour l'époque.

Pourquoi avait-il accepté l'enjeu de cette entreprise ? J'y vois pour ma part deux raisons : la première, la plus noble, était la prise de conscience que se jouait là un enjeu d'intérêt national, un enjeu Gaullien et cela lui plaisait, il n'était pas Gaulliste pour rien. La seconde raison était probablement l'opportunité d'un tremplin pour sa carrière politique. Il prenait un risque énorme mais cela était dans sa nature. Peut-être n'avait-il pas le choix ? Toujours est-il que son engagement sera total.

Entendre parler de Michel BOSCHER était une chose, le voir en était une autre. On ne peut oublier sa silhouette altière, sa voix forte, son maniement du verbe mêlant humour, rire et provocation envers ses adversaires politiques. Tout cela avec une superbe britannique en harmonie avec ses costumes taillés sur mesure chez les meilleurs spécialistes de la City.

Notre petite équipe d'aménageurs d'Etat sera aussitôt envoyée sur place sous l'autorité d'André LALANDE. Cela répondait à la stratégie politique de Paul DELOUVRIER. Très vite nous nous habituerons à ce personnage singulier. André LALANDE, d'aspect bonhomme trouvera avec finesse le mode de fonctionnement. Ils s'estimeront. Quant à nous, petits soldats de l'urbanisme sur le terrain, avec notre imagination débordante nous nous frotterons aux logiques locales dont nous avons tout à apprendre. Michel BOSCHER organisera notre rencontre avec ses conseillers municipaux et personnellement je tisserai des liens d'amitié avec Jean BASTID son premier adjoint. (Sa fille allait commencer ses études d'architecture). Nous représentons la jeunesse, la modernité, nous fûmes bien accueillis, nous avons en face de nous des gens avides de profiter de cette modernité qui leur était offerte.

C'est alors que se mit en place la stratégie de croissance que Michel BOSCHER facilitera sans faille jusqu'à son départ. Le développement s'organisera à partir des constructions existantes d'Evry-Petit-Bourg et du village de Courcouronnes, tout en amorçant entre les deux, en plein champ, le futur centre de la Ville Nouvelle, avec la préfecture, l'ensemble commercial et l'Agora et une nouvelle gare S.N.C.F. qu'il fera dénommer « gare d'Evry-Courcouronnes ». Pour lui, j'en ai la conviction, la fusion d'Evry et de Courcouronnes était une évidence. Le concours d'Evry I qui donnera naissance aux pyramides sera un grand moment d'audace dont il assumera la pleine responsabilité.

Pendant les quinze années de vie commune la Ville Nouvelle suivra l'évolution de notre société. 1968 passera par là. Michel BOSCHER n'aimait pas la « Chienlit », il s'en est expliqué avec sa voix de tribun face aux barricades du quartier latin. La population nouvelle sera différente de celle qui était en place initialement. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce n'est pas l'accueil d'une population plus modeste qui modifiera son électorat mais l'émergence d'une population plus jeune, plus politisée. Les nombreuses réunions de présentation des projets étaient l'occasion d'« abattre BOSCHER ». Nous étions les « suppôts » de l'Etat dont on dénonçait l'impérialisme et en même temps les « vendus à BOSCHER », le bourgeois de droite. Pris entre le marteau et l'enclume, tous ceux qui, comme moi, s'étaient installés en famille sur place auront à gérer cette complexité, chacun le fera à sa manière. Lorsque je rencontrerai Michel BOSCHER pour l'informer de mon intention d'acheter un lot de sa propriété qu'il mettait en vente, il m'a dit « *Ami MOTTEZ, pourquoi quittez-vous Versailles, vous devriez y rester !* ».

Ayant au mieux de sa gloire, cumulé tous les mandats électoraux possibles, il les perdit tous progressivement les uns après les autres. Quelque temps après qu'il soit redevenu un simple citoyen, je le rencontrerai à la jardinerie Delbard. Joyeux de me revoir, et c'était réciproque, il m'expliquera par le menu qu'il avait repris en main sa charge de commissaire-priseur et préparait le catalogue pour la mise en vente des cadeaux de chefs d'Etat au Général de Gaulle. (la vente ne se fit pas)

Il avait tourné la page de la vie publique.

Je laisse à d'autres le soin de développer tout ce qui doit être mis à son actif. Je voudrais seulement souligner sa détermination à mettre en place la loi que l'on appellera la loi « BOSCHER » combattue non seulement par l'opposition mais également par ses propres amis politiques. C'était un homme politique de conviction, un homme courageux. J'ai eu la chance de le connaître. Il demeure pour moi, une pièce incontournable de ma construction citoyenne.

Merci Michel BOSCHER. L'« ami MOTTEZ » vous salue.



Michel MOTTEZ
Architecte urbaniste

Témoignage de Jacques FOURNET



Une transition empreinte de courtoisie.

Après les élections municipales de 1977, j'ai succédé à Michel BOSCHER à la présidence de l'EPEVRY.

Compte tenu des tensions liées à la campagne électorale et des enjeux politiques de l'époque, la transition aurait pu être difficile voire source de blocages sur les projets ou sur les engagements pris par l'Etat dont Michel BOSCHER connaissait tous les rouages.

Tout en étant attentif à ce qui constituait pour lui un engagement politique majeur, il a, comme on le dit aujourd'hui « joué le jeu » et a privilégié le développement de la ville nouvelle sur toute considération partisane.

Michel BOSCHER occupait à l'époque le siège de président de l'association internationale des villes nouvelles.

Je l'ai bien sûr invité quelques mois plus tard à accompagner la délégation d'Evry au congrès de TEHERAN.

Comme c'est souvent le cas, ce voyage de quelques jours a été l'occasion d'un échange humain très riche où j'ai pu apprécier non seulement son charisme et son excellent anglais mais aussi son engagement profond, dépassant l'intérêt politique immédiat, en faveur d'un aménagement volontariste de la Région Ile de France.



Jacques FOURNET
Président d'EPEVRY – 1977-1979
Préfet de Région honoraire

Michel BOSCHER – Vu par Christiane GOSSET



Hiver 1965 – EVRY était encore EVRY-PETIT-BOURG.

Les élections municipales approchaient. Elles avaient lieu en mars. Monsieur Michel BOSCHER était une fois de plus candidat à sa réélection. Les jeux étaient faits d'avance. Il était sûr d'être réélu.

Depuis de longues années, il s'entourait d'une équipe municipale qu'il voulait à l'image de la ville, pour la sentir au plus près, équipe non pas dévouée à son chef, mais dévouée à Evry. La marchande de journaux (seule femme à l'époque) de l'avenue de la République était sa meilleure source d'informations.

A cette époque, Monsieur BOSCHER savait qu'il voulait changer sa ville, qu'EVRY-PETIT-BOURG devienne EVRY, Préfecture de l'Essonne, Ville Nouvelle dans le cadre du Schéma Directeur de la Région Parisienne.

Monsieur BOSCHER me proposa donc de faire partie de son équipe. J'étais une femme, jeune (27 ans) ouverte au monde.

Je n'ai jamais regretté d'avoir dit « oui » et les deux mandats successifs 1965-1971 et 1971-1977 m'ont appris à connaître cet homme et ses qualités. Celles-ci sont nombreuses, mais je voudrais vous parler de quatre d'entre elles qui ont plus particulièrement retenu mon attention.

1°) M. BOSCHER savait très bien dans quelle direction il voulait conduire Evry. Il voulait que la Ville Nouvelle soit un pôle d'attraction, un espace où il fait bon vivre et travailler ; d'où une politique de logements ouverte à tous, et non pas uniquement à certains futurs électeurs qui conforteraient son mandat.

2°) M. BOSCHER a pratiqué le véritable apolitisme sur Evry. N'oublions pas que polis désigne la ville en grec. Il ne m'a jamais demandé de m'inscrire à un quelconque parti politique.

Lors du mandat 1971-1977 certains éléments politisés lui ont fait grief de trop favoriser ceux qui lui étaient plutôt hostiles, et pas assez ceux qui lui étaient favorables. Monsieur BOSCHER n'a jamais voulu tenir compte de ces remarques, et sur la liste présentée en 1977 ces éléments ne figuraient plus.

3°) M. BOSCHER faisait entièrement confiance à ses collaborateurs. Une fois la mission confiée, il n'intervenait pas, ... mais voulait du résultat. J'en ai fait l'expérience pour la mise en place du premier jumelage d'Evry, celui avec Bexley.

4°) M. BOSCHER savait écouter, contrairement à ce que beaucoup de ses opposants avançaient sur le moment, il semblait tranchant, cassant quelques fois. Cependant, il n'était pas sourd aux arguments avancés contre certains de ses projets, et il savait pertinemment en tenir compte.

Voici donc quelques lignes sur un homme avec lequel c'était un plaisir de travailler. C'était un chef dans le sens le plus noble du terme.



Christiane GOSSET
Conseillère municipale de 1965 à 1977
et de 1983 à 1992

Michel BOSCHER vu par Joseph NOUVELLON



Il ressemblait à sa signature : un M – en majuscule – à l'intérieur d'un vaste B suivi de lettres à peine lisibles, comme la trainée visible d'une silhouette connue et reconnaissable.

Une stature imposante, sa taille ne l'empêchait pas de se tenir droit et la tête toujours haute, un large front dégarni, des sourcils fournis, une moustache drue qui cachait à peine un sourire énigmatique, parfois une pipe à la main, quand ce n'était pas une cigarette – anglaise s'il vous plaît ! – qu'il tenait à la hauteur de son visage.

Il parlait recto-tono, le plus souvent sans élever la voix, pour énoncer ce qui lui apparaissait sans doute comme des évidences, ponctuées par des « n'est-ce pas ! ? », avec un accent britannique, qu'il devait certainement entretenir avec soin, dans une langue qu'il maîtrisait parfaitement.

Maire, Député, Conseiller général et régional, Président de toutes les instances qui créaient la Ville Nouvelle, Michel BOSCHER, au début des années 1970, décidait de tout à Evry, avec une intelligence et une compétence qui s'imposaient presque naturellement. C'est à ce moment que j'ai fait sa connaissance.

En février 1973, au milieu de ce qui n'était encore qu'un champ agricole et qui est maintenant le parking de la Préfecture, il était venu inaugurer l'installation à Evry du Crédit Foncier de France, qui était alors le grand financeur de la construction. On m'en avait confié la direction pour l'Essonne.

Pourquoi m'a-t-il, un jour, fait venir pour me demander de créer l'association qui devait gérer la Maison de Quartier du Champier du Coq ? J'ai accepté, sans savoir ce qui m'attendait.

J'ai d'abord rencontré, à cet endroit, l'Association du Coq du Champier, animée par Marc ALMERAS et Louis LAUNEY ; ceux-ci ne voulaient pas que les habitants du quartier soient les « vaches à lait » de la Ville Nouvelle ; ils se battaient pour la création d'un « terrain d'aventures » pour les enfants.

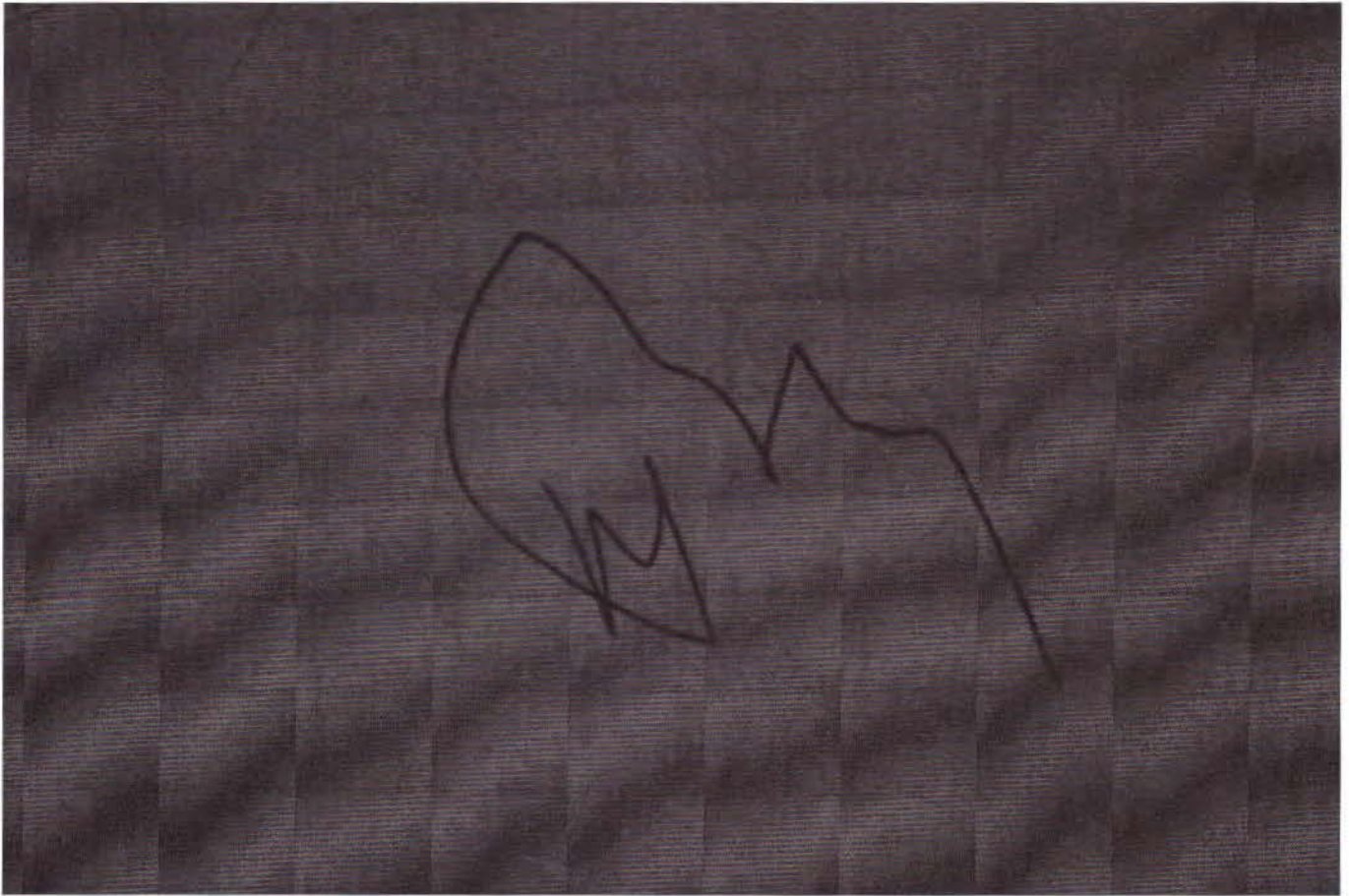
Et j'allais bientôt faire connaissance avec certains de ceux qui allaient, en mars 1977, devenir conseillers municipaux : la conquête du pouvoir politique passait par celle des associations, qu'il fallait créer de toutes pièces avec des gens qui ne se connaissaient encore pas.

Michel BOSCHER m'a demandé ensuite de participer au Conseil d'Administration du Centre Culturel de l'Agora d'Evry – ce qui est aujourd'hui la Scène Nationale –, puis aux associations mises en place pour « donner une âme » à cette « agglomération » : Evry-Animation, Evry-Accueil, la Mission d'Education Permanente. Ces structures avaient été pensées et inventées par les hauts fonctionnaires des différents ministères qui finançaient les équipements. En ces années 1970, la France digérait Mai 68 dans une grande effervescence intellectuelle et culturelle ; beaucoup de nouveaux habitants avaient choisi Evry, pour y connaître et vivre une « Vie nouvelle ».

Michel BOSCHER voyait tout cela avec un certain détachement. Un jour, il me dit, en parlant d'Evry-Animation : « ai-je besoin d'être animé, moi ? ». Ce devait être une boutade.



Joseph NOUVELLON
Conseiller municipal de 1983 à 1989
et de 1995 à...





Novembre 1971 : Michel BOSCHER présente au Président Georges POMPIDOU le futur centre ville d'Evry



Madame et Monsieur Michel BOSCHER

Madame et Monsieur Jean BASTID

Février 1977 : Jean BASTID quitte son poste de Directeur général de l'Agora

Michel BOSCHER vu par un « maoïste »



C'est ainsi que Michel BOSCHER me percevait : comme un maoïste. Mais cela n'a pas empêché l'établissement d'un respect, et j'oserais même dire d'une certaine estime, réciproques entre nous.

D'abord il faut percevoir le côté boutade dans une telle appellation. Il avait l'habitude de forcer le trait, non sans humour. Cela dévoilait une partie de son personnage. Ayant identifié mon appartenance aux milieux de la paroisse, il savait très bien que je ne me réclamaï pas exactement du maoïsme. Dans la même veine, je l'ai entendu qualifier de « communistes » Monseigneur Marty, cardinal archevêque de Paris, sachant pertinemment que le prélat n'avait probablement pas sa carte du parti.

Reste que la compréhension n'était pas parfaite entre nous. Ne venions-nous pas de milieux sociaux très éloignés ? Il appartenait à la haute bourgeoisie parisienne, celle du 7^{ème} arrondissement, je sortais à peine de la petite paysannerie chassée de ses campagnes par l'exode rural. Les mœurs de cette époque, où des « patrons de droit divin » sévissaient encore, ne le conduisaient-elles pas à toiser avec méfiance les « nouveaux venus », encore mal initiés aux codes ?

Alors à quoi tenait ce respect ?

De sa part, je l'ai entendu plusieurs fois reconnaître, avec une légère nuance de regret, la nécessité de faire appel à des techniciens de très haut niveau, quand il s'agit d'inventer une ville. Et dans ces milieux savants, « l'esprit progressiste souffle souvent », ajoutait-il. On était bien obligé de faire la part du feu, et la compétence avait priorité. En ce qui me concerne, le hasard m'avait permis, un certain jour, de provoquer chez lui un étonnement admiratif. Lors d'une réunion avec le monde scolaire, en sa présence, j'avais réussi à couper court aux récriminations de ses interlocutrices, maîtresses d'école et inspectrice. J'avais employé un terme savant de la pédagogie, qui avait fait mouche. Sur le moment je ne me doutais pas d'avoir accompli un exploit. C'est seulement quelques semaines plus tard, que je l'avais vu expliciter son admiration pour ce qui, à ses yeux, relevait d'un travail d'Hercule. Il nous avait alors raconté tout le passif de ses relations avec ces partenaires si difficiles, qui tantôt se retranchaient derrière des principes intellectuels compliqués, et tantôt – je reprends ses propres termes – « *poussaient la mesquinerie jusqu'à revendiquer sur le nombre de pois que les enfants trouvaient dans une cuillerée de soupe, à la cantine* ».

De ma part, le respect provenait surtout de deux points :

- d'abord, il n'était pas un ultra-libéral. De nombreuses fois je l'ai entendu proclamer que le libéralisme était la meilleure option politique, mais que dans certains domaines, il fallait bien l'encadrer par une volonté publique. L'urbanisme, en particulier, était l'un de ces domaines qui ne pouvait être abandonné aux lois du marché. Ce positionnement a eu de grosses conséquences dans la conception de la ville nouvelle, plus importantes qu'il n'y paraît. Et ces conséquences sont encore très visibles. Je pense en particulier au choix d'organiser une zone centrale dense autour d'un réseau de transports publics en site propre. Il a été le premier en France, et par la suite beaucoup d'autres villes ont adopté ce principe. Elles ont même créé une association nationale des villes à transports en commun en site propre, qui a tenu à Evry l'une de ses premières assemblées générales. Par ailleurs, aucune des autres villes nouvelles n'a déployé autant de volontarisme à faire un centre urbain principal aussi fort. Tout cela s'est conçu à la fin de la présidence gaullienne, à une époque où il fallait être audacieux pour favoriser les transports en commun et la centralité classique. Car dans le même temps des promoteurs « dynamiques », soutenus par des politiciens plus libéraux, piaffaient d'impatience devant tant de dirigisme. Le général parti, ces mêmes impatients réussirent vite à installer en France l'étalement pavillonnaire et le « tout automobile ». De nos jours, après avoir eu raison trop vite, l'urbanisme compact d'Evry se trouve correspondre aux idées qui émergent à nouveau. Il est vrai que pour le moment, elles s'imposent plus fortement aux U.S.A., en Grande Bretagne ou en Allemagne, qu'en France.
- second point, Michel BOSCHER a réussi une belle carrière politique, qui l'a conduit à la présidence du Conseil Régional. Mais il est resté honnête. Pour les jeunes techniciens de l'E.P.E.V.R.Y. que nous étions à l'époque, ceci paraissait banal. Avec le recul, et l'évolution du contexte socio-économique, cette qualité représente un plus grand prix, pour beaucoup d'entre-nous.



André DARMAGNAC
Ancien urbaniste
EPEVRY (Etablissement Public d'Aménagement)
et S.A.N. (Syndicat d'Agglomération Nouvelle)

Michel BOSCHER – Vu par Claude JEANLIN



On rencontre rarement des personnes aussi différentes : la taille physique, la façon de se porter, son habillement, le langage, la culture, les origines...

Claude JEANLIN est arrivé à Evry au début des années 1960 : depuis 1987, il a pris sa retraite dans une ancienne maison de maraîcher de ce qui fut Evry-Petit-Bourg. Technicien en électronique, il a fait tout son parcours professionnel à la THOMSON ; syndicaliste, il a pris ses premiers engagements politiques au P.S.U. (Parti Socialiste Unifié, animé par Michel ROCARD auquel il garde encore sa fidélité), puis au Parti Socialiste. C'est sous cette étiquette socialiste qu'il a pris à Michel BOSCHER, son siège de Conseil Général en 1973 et celui de Maire d'Evry, en 1977.

Claude JEANLIN a donc bien connu Michel BOSCHER. Il se souvient.

D'abord de l'homme qui impose le respect par son passé de Résistant et de Déporté durant la seconde guerre mondiale, et son engagement de gaulliste et des valeurs que le gaullisme représentait.

Aujourd'hui Claude JEANLIN reconnaît ce qu'Evry doit à Michel BOSCHER : la construction de la Mairie, maintenant Mairie-annexe, (place du Général de Gaulle), l'acquisition de la propriété de l'Age d'Or qui sera ultérieurement transformé en Foyer-Club, la création de la Cité artisanale dans le quartier des Champs, la rénovation de Saint-Pierre/Saint-Paul, la vieille église du Village, en la dotant d'un orgue à tuyaux, les jumelages d'Evry avec Troisdorf en Allemagne et Bexley, en Grande-Bretagne ; et même les Jeux Sans Frontières, qui mettaient en compétition six villes d'Europe et pour lesquels Antenne 2 et le célèbre Guy Lux avait choisi, avec le Parc de Saint-Vrain, la ville d'Evry, (mais ces jeux seront finalement reçus, le 15 juin 1977, par le nouveau Maire).

Au milieu des années 1970, l'enjeu principal était la création de la Ville Nouvelle. On débattait (déjà !) de l'aménagement des bords de Seine, du Centre de Secours, d'une salle des fêtes, et même de la « Coulée verte » que Claude JEANLIN et ses amis défendaient ardemment contre un projet de rocade routière qui se prolongerait par le nouveau, l'actuel pont sur la Seine...

Mais les revers électoraux de Michel BOSCHER sont sans doute principalement dûs à la rencontre d'opposants de bords divers. En 1973, le canton d'Evry comprenait Bondoufle, Courcouronnes et Lisses, mais aussi Soisy et Etolles : la commune de M. VERVANT (Lisses) et celles de la rive droite de la Seine, en votant Claude JEANLIN, ont manifesté leur crainte d'être submergées par une urbanisation que leurs habitants repoussaient sur l'autre rive, il y avait cette population nouvelle, en majorité jeune, venue à Evry y trouver un logement, et pour beaucoup, un nouveau cadre de vie et un idéal de vie sociale qui n'était pas vraiment le projet exprimé par le « Père de la Ville Nouvelle ». Claude JEANLIN surfait alors sur une « vague rose » qui allait toucher la France entière, mais marquer particulièrement l'élection évryenne.

Il supportait difficilement l'attitude de son concurrent politique, qu'il jugeait distante, et parfois dure à son égard. En fait, Michel BOSCHER savait sans doute que, déjà les nouveaux Evryens prenaient d'autres distances.

Propos recueillis par Joseph NOUVELLON



Claude JEANLIN
Conseiller général de 1973 à 1985
Maire d'Evry de 1977 à 1983





Juin 1972 : manifestation devant la Préfecture



Décembre 1973 : premier Conseil du Syndicat Communautaire d'Aménagement de la Ville Nouvelle en Mairie d'Evry

Michel BOSCHER par lui-même : prises de positions et déclarations



On les trouve dans le Républicain et dans le Bulletin municipal.

Cet hebdomadaire, créé en 1945, à Corbeil, a été longtemps l'unique presse locale de cette ville et bientôt de l'Essonne. En le parcourant, nous suivons la trace de Michel BOSCHER, (sans savoir vraiment si ses faits et gestes sont relatés avec suffisamment d'exhaustivité et d'objectivité), et les comptes-rendus des réunions du Conseil municipal d'Evry, longtemps sous la signature du Maire lui-même, puis, à partir des années 1970, par M. DAYGNE, l'un de ses membres, (qui écrira aussi d'intéressantes chroniques historiques dans le Bulletin Municipal).

Dans ce Bulletin, créé en septembre 1953, pour que « la population ait une juste idée du travail accompli par la Mairie ». Michel BOSCHER s'exprimait aussi – rarement –, à des moments qu'il jugeait sans doute important.



Le 31 octobre 1947, Monsieur AUVERLOT, Maire sortant, président le Conseil municipal fraîchement renouvelé. Monsieur BOSCHER est élu Maire, par 12 voix sur 13 suffrages exprimés (un blanc). Il a vingt cinq ans, il déclare :

« Vous n'avez pas craint, malgré quelques oppositions qui ont vu le jour, de désigner pour gérer les affaires de notre commune, un homme qui n'a certes pas l'âge que l'on requiert d'habitude chez le candidat à de telles fonctions.

« Je ne présenterai pourtant pas d'excuses quant à ma jeunesse..., les dures réalités de la vie... nous faisant perdre les illusions de nos vingt ans.

« Le Maire est un administrateur et non un homme politique...

« J'ai eu (...) au cours d'un séjour de quelques semaines en 1943 au camp de Compiègne, d'avoir à répartir les maigres rations quotidiennes entre les 42 camarades de ma chambrée. Ces fonctions je les ai remplies (...) avec un esprit d'équité que je me suis fait serment d'entretenir dans mes fonctions de Maire».

Avec lui, l'activité reprend : le Village d'Evry-Petit-Bourg se développe paisiblement. La vie municipale est ponctuée par deux ou trois réunions du Conseil par an. Sans histoire ou presque.



Le 11 mai 1958, le Conseil désigne ses délégués à l'élection sénatoriale prévue en juin. C'est l'occasion d'une prise de position politique, sans doute dictée par son Maire et dans laquelle il se déclare *« profondément écœuré par le spectacle de la liquéfaction progressive du « système » « politique, (...) exige une réforme complète des institutions, en premier lieu de la « constitution, réforme devant aboutir à la création d'un pouvoir fort et durable, (et il) « recommande, à l'unanimité, à ses délégués de déposer dans l'urne un bulletin blanc en « protestation contre la permanence de mœurs et d'institutions politiques néfastes. »*

Cela ressemble au Michel DEBRE fustigeant « les princes qui nous gouvernent » : avec le retour du Général de Gaulle au pouvoir, il deviendra Ministre, au cabinet duquel Michel BOSCHER entrera quelques mois. En avril 1961, devenu Premier Ministre, M. DEBRE inaugurera la nouvelle Mairie du Village.



En janvier 1963, Monsieur BOSCHER apprend par une conversation avec le Premier Ministre (Georges Pompidou) l'intention des Pouvoirs publics d'autoriser la SNECMA à se transférer à Evry-Petit-Bourg. Il écrit aussitôt à Paul DELOUVRIER, délégué général du District de Paris, pour s'opposer à ce projet : « Je ne puis « y souscrire. » (...) Ma « commune a connu une expansion démographique rapide mais contrôlée : elle compte « 5000 habitants aujourd'hui. Cette nouvelle population a été attirée par le site pittoresque, au bord de la Seine et « face à la forêt de Sénart, de ma ville. (...) » « Cette population unanime se dressera contre la création d'une « industrie aussi importante (3000 emplois) et gênante, qui, installée à quelques centaines de mètres des « ensembles d'habitation, les rendra invivables. Au lieu d'une perspective de plaines et de bois, les habitants « d'Evry verront des cheminées et du béton ; situés à l'Est de cet ensemble industriel, ils subiront, par les vents « dominants, bruits, odeurs et fumées. »

Non seulement la SNECMA s'implante sur 50 hectares, à cheval sur Evry et Corbeil, mais voici l'EPEVRY, en mars 1967, avec de vastes projets d'urbanisme : la construction d'un « nouvel Evry ». M. BOSCHER rend compte à son Conseil Municipal, le 1^{er} décembre 1967, d'une rencontre avec André LALANDE, directeur général de l'Etablissement public et ses collaborateurs. Il annonce « une agglomération « nouvelle destinée à accueillir vers 1985 une population de quelque 500.000 habitants répartie sur quatre « communes... »

Evry cesse d'être « Petit Bourg » et devient « Ville Nouvelle » et M. BOSCHER s'engage à fond dans ce projet, « parce que (pour donner un logement décent aux familles de la Région Parisienne) il était « infiniment préférable de maîtriser cette expansion plutôt que de la laisser se faire au coup par coup dans le « désordre et de s'assurer ainsi qu'équipements publics et privés, moyens de transport et emplois seraient créés « en même temps que s'édifieraient les logements ».

Le 18 novembre 1971, Georges POMPIDOU, Président de la République rend visite à Evry, où il est accueilli par M. BOSCHER, non sans fierté :

« Au cours du lointain passé d'Evry, plusieurs Rois de France y sont venus :
« Louis XIV y fut reçu par son fils, Louis d'Antin et Louis XV l'honora une quinzaine de fois de sa présence.
« Mais tous deux y étaient attirés par des raisons personnelles ou le plaisir de la chasse, bien plus, certainement
« que par l'intérêt qu'ils pouvaient porter aux habitants de ce qui n'était alors vraiment qu'un bien « petit bourg »
« et un château.
« Ce château de Petit Bourg, où furent négociées, dans des circonstances dramatiques pour la France et pour
« l'Empereur, les deux abdications de Napoléon 1^{er}.
« Mais aucun Président de la République n'y était encore venu, en visite officielle, tout au moins. »

La Ville nouvelle suscite bien des curiosités, le Député-Maire entretient soigneusement ses relations publiques et reçoit de nombreux visiteurs de marque. Le 21 décembre 1972, devant 150 invités, dont Pierre MESSMER, Premier Ministre, il prononce son plaidoyer en sa faveur :

« Il s'agit de créer un point d'ancrage, un nouveau centre de gravité dans une banlieue plus ou moins informe,
« née des hasards d'un anti-urbanisme qui aura duré de 1925 à 1965 et qui aura produit successivement des
« lotissements pavillonnaires, parfois insalubres, presque toujours inesthétiques ou des grands ensembles sans
« vie et sans âme.
« Bâtir une ville, certes, mais une ville qui réponde à sa définition traditionnelle.
« Le rôle de la Ville Nouvelle s'affirmera peu à peu... créer un cadre où la dignité et la personnalité de l'homme
« puissent s'épanouir librement. »



Le débat politique n'était pas étranger à Michel BOSCHER : ses fonctions d'élu, national et local, et le Gaullisme qu'il professait volontiers, à côté de son appartenance au parti U.D.R. l'y amenaient, mais il gardait ses distances, sa hauteur : « *il n'est pas dans mes habitudes de répondre à l'abondante littérature que « l'Association Evry-Demain ⁽¹⁾ répand dans les boîtes à lettre de nos concitoyens* ». En avril 1971, il donne sa définition du Maire : « *celui qui règle et coordonne l'orientation générale de la politique communale ; il est aussi « celui qui assure la liaison avec l'ensemble des pouvoirs publics.* »

A l'occasion il prend des positions nationales. Telle cette tribune du 24 avril 1969 à propos du référendum organisé par le Général De GAULLE, Président de la République, et qu'il titre « *Un examen de conscience* ».

« *Bien sûr, ce référendum ne suscite pas un enthousiasme démesuré* » (il préférerait un débat parlementaire)
« *Il est bien caractéristique de notre amour excessif pour le verbe et pour les formulations juridiques que la « passion ait pu trouver prise dans un domaine aussi abstrait que celui des modifications constitutionnelles.* »
« *La décentralisation régionale (...) devrait simplifier et accélérer la procédure (...) Il ne me choque pas que « l'exécutif régional reste le Préfet.* »

A la question posée par ce référendum, Michel BOSCHER répond « *Oui... avec bien des « réticences.* »

Et ce sera non, et le départ définitif de de GAULLE.



Au Conseil municipal d'Evry, on ne fait pas de politique : mais on défend les intérêts de sa commune et quand des entreprises sont menacées de fermer, on proteste par une motion : pour HOUDEC (Elliot Automation) à Corbeil-Essonnes (70 emplois), pour DECAUVILLE, pour TESTUT qui déménage à Béthune ; en janvier 1973, D. LETOURNEAU, le seul opposant du Conseil, présente une motion sur l'entreprise CRETE ; on ne sait si elle a été adoptée.

Le 6 septembre 1973, à la veille des cantonales, Michel BOSCHER plaide pour des élections « *propres* » et écrit aux candidats, en soulignant « *l'effort important accompli à Evry par le personnel communal « pour nettoyer les murs et candélabres des innombrables affiches qui les souillaient. Je souhaite que notre ville « ne soit pas à nouveau envahie par des affiches de toute sorte... au cas où tous les candidats donneraient leur « accord, il va sans dire que j'observerai en ce qui me concerne la même discipline.* »

La dernière tribune de Michel BOSCHER, candidat au municipales à la tête de la liste « EVRY-AVENIR » paraît dans Le Républicain le 3 mars 1977, sous le titre « *La « campagne : un bilan* »

« *La campagne municipale approche de son terme. Les imprimeurs ont bien travaillé (...)* »

Il se livre à une critique sans nuance mais bien normale de son concurrent, l'Union de la Gauche avec Claude JEANLIN et conclut :

« *EVRY-AVENIR, c'est mieux !* »

En était-il, au fond de lui-même, vraiment convaincu ?

J.N.

⁽¹⁾ Association fondée par Jean OFFREDO en 1970, et dont Claude JEANLIN était membre

Les attaches de Michel BOSCHER en Essonne



A EVRY,
14 rue des Douze Apôtres



Maison bourgeoise de la fin du XIX^{ème} siècle, avec un parc d'un hectare.

Demeure familiale, occupée par M. BOSCHER jusqu'en 1978.

Une partie du terrain avait été lotie en 1973/74, pour la construction de maisons individuelles.

Cette propriété appartient maintenant à la Chambre des Notaires de l'Essonne.



A VALPUISEAUX,
31, rue des Rochettes

Village semi-rural du sud de l'Essonne.

Maison de campagne acquise au début des années 1960 par M. BOSCHER, qui l'a agrandie et rénovée.

Elle sera revendue en 2011.

Michel BOSCHER, commissaire-priseur



Michel BOSCHER était le dernier enfant d'André BOSCHER et de sa seconde épouse née BRETON, dans cette famille le côté artiste a toujours plus ou moins existé, Jean l'aîné jouait du piano avec bonheur et son frère Philippe animait les soirées jazz au saxophone. Michel le dernier quant à lui tâtait de la peinture, pas révolutionnaire plutôt dans le genre figuratif, paysages postimpressionnistes, il exposa au Salon des Indépendants mais ne comptait pas en faire sa profession. En fait Michel BOSCHER avait deux cordes à son arc, la corde artistique et la corde politique avec en supplément un aout maître à cette époque : il parlait indifféremment français et anglais.

Longtemps il joua en parallèle des deux cordes, déjà maire d'Evry-Petit-Bourg pour la politique, il fut nommé côté artistique en 1955 Commissaire-priseur à Paris. L'ancien Hôtel Drouot qui fut démoli en 1974 ou il exerça ses talents avait été construit sous le règne de Napoléon III en 1853 et n'avait guère été modernisé. Les dirigeants de la Compagnie des Commissaires-priseurs de l'époque étaient des vieux messieurs grincheux et rétrogrades, les ténors du marteau étaient alors Maître Etienne ADER et Maître Maurice RHEIMS qui faisaient à eux seuls 75 % du chiffre d'affaires de DROUOT mais ne parlaient anglais ni l'un ni l'autre ! Il était bien difficile à un jeune de se faire un nom dans cet environnement.

Avec des garçons du même âge, désireux de faire bouger les choses, dont les noms étaient Etienne LIBERT, Claude ROBERT, Jean-Claude BELLIER, Michel entreprit de mettre sur le marché des peintres des années 1920 à 1950 des tendances surréalistes comme Toyen ou Papazoff aidé d'un collectionneur Suisse qui avait acheté énormément à Paris entre les deux guerres, il fit la promotion de certains artistes grecs ou espagnols exilés à Paris comme Gounaro (de son vrai nom Gounaropoulos) Vines et surtout Francisco Borès.

Avec Jean ROUDILLON, expert en arts primitifs à ce moment là on disait encore Art nègre, il s'intéressa et surtout tenta d'intéresser le public aux arts précolombiens d'Amérique du Sud et d'Amérique Centrale, plusieurs ventes sur ce thème furent réalisées avec succès dans les années 1967 à 1969.

Mais Michel BOSCHER n'abandonnait pas pour autant « les grands classiques », c'est-à-dire les arts décoratifs français des XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles, la vente la plus marquante réalisée dans ce domaine fut sans conteste la vente de la collection de Madame HAMILTON-RICE en plusieurs vacations au Palais Galliera et à Drouot.

Au cours des années 1955 à 1965, Michel BOSCHER a beaucoup travaillé à faire évoluer la Compagnie des Commissaires-priseurs en prenant des responsabilités au sein des organes dirigeants de la Compagnie. Pendant une bonne décennie, Michel BOSCHER mena de front son activité professionnelle et son activité politique, même depuis son élection à l'Assemblée Nationale.

Ce sont les événements de 1968 qui vont tout changer, il s'impliquera de plus en plus en politique, cherchant des associés capables de faire tourner son étude de Commissaire-priseur. Toutefois, il a laissé à Drouot le souvenir d'un homme affable toujours ouvert et heureux de rendre service.

Daniel BOSCHER
Neveu de Michel BOSCHER

Michel BOSCHER : ouverture sur l'Europe – Jumelage Evry-Bexley (Grande Bretagne)



Michel BOSCHER créa en 1966 le premier jumelage dans le tout nouveau département de l'Essonne avec Bexley, ville située dans le Kent, qui occupe par rapport à Londres la même situation qu'Evry par rapport à Paris. Mais à l'époque, Evry-Petit-Bourg avait quelques milliers d'habitants alors que sa sœur jumelle en comptait plus de 200 000 ! C'était un visionnaire qui déjà prévoyait pour sa ville un grand avenir.

Dans le même esprit un contact fut pris avec la Pologne en 1976 pour créer un nouveau jumelage avec une ville nouvelle polonaise et c'est ainsi que l'équipe évryenne partit pour Varsovie, première étape de ce voyage avec Air France. A l'époque, il était impossible de passer directement en avion de l'Ouest à l'Est. Le passage obligé était Berlin car il fallait franchir le mur. Cela se faisait par car dûment contrôlé et fermé à clé par un officier est-allemand qui donnait le signal du départ. Le car passait dans un no-man's land hérissé de miradors avec des soldats en arme prêts à tirer. A l'arrivée de l'autre côté avant d'embarquer, nouveau contrôle individuel avant de monter dans le Tupolev. Ce jumelage sera réalisé, en 1977, par Claude JEANLIN.

On ne peut pas évoquer la mémoire de Michel BOSCHER sans rappeler son passé de jeune résistant qui lui valut un séjour en camp d'extermination dont il revint après sa libération extrêmement affaibli et sa rencontre avec Yvonne HALSEY. A cette époque ils ne connaissent pas leur nom de famille. Elle est agent des services spéciaux britanniques. Le général de GAULLE à qui elle est présentée lui propose d'entrer dans les Forces Françaises Libres. De 1941 à 1944 elle est parachutée sept fois sur le sol français pour accomplir ses missions. En 1944 elle est arrêtée par la Gestapo sur dénonciation. Elle est délivrée par la résistance française et rapatriée en Angleterre du fait de ses blessures, car pendant son arrestation à Fresnes elle a été brûlée aux jambes. Elle reçoit la médaille de la Résistance sur son lit d'hôpital.

En 1966 lors de la venue du maire d'Evry à Bexley, la municipalité demande à son interprète locale : Yvonne HALSEY d'aller accueillir sur le tarmac Michel BOSCHER. Ce dernier apparaît en haut de la passerelle aperçoit une jeune femme en kilt et coiffé d'un béret et s'exclame « mais c'est toi Yvonne ? ». Elle est également très surprise car elle ne s'attendait pas à rencontrer ce soldat de l'armée des ombres dont elle ne connaissait que le nom de code.



Liliane SEKULA
Présidente du comité de jumelage franco-anglais
« Les amis de Bexley »

Epouse de Jean SEKULA, qui intégra l'équipe municipale de M. BOSCHER en 1971 ; il avait 37 ans. Jean SEKULA participa à la définition des programmes d'équipements de la Ville Nouvelle. Il fut responsable de l'examen des permis de construire de l'ensemble des constructions intéressant la commune d'Evry.

M. BOSCHER lui demanda de s'intéresser au développement des villes nouvelles notamment celles de Grande Bretagne : c'est ainsi qu'un voyage d'étude fut organisé du 10 au 13 septembre 1974, notamment la première ville nouvelle décidée en 1946 : Stevenage.

Jumelage Evry-Troisdorf (Allemagne)



Que serait un jumelage sans personnes engagées et que deviendrait-il ?

Michel BOSCHER faisait partie des hommes qui se sont engagés pour le jumelage Troisdorf-Evry.

Après la naissance du jumelage entre Troisdorf et Evry avec l'aide du Conseil des communes d'Europe, ce fut lui, le maire et député à l'Assemblée Nationale, vice-président de la commission des affaires étrangères, de faire tout ce qui était en son pouvoir pour que le jumelage puisse se développer.

Sa vision dépassait les frontières nationales. Il voulait l'avenir, il voulait l'Europe. Et cela n'était possible que si la base, les communes en constituaient le fondement.

Il avait tourné la page de l'histoire qui avait provoqué tant de malheur et de souffrances chez les habitants du continent européen et qui l'avait aussi lourdement touché.

C'est pour cette raison que l'Europe, l'Europe de la jeune génération était si importante pour lui.

Ses paroles étaient convaincantes et honnêtes, si bien que son amitié pour Troisdorf se transmettait aux hommes.

Sa cordialité a permis de dépasser toutes les difficultés du début.

Il ne voulait pas un jumelage des « officiels », des « personnalités », des administrations municipales, mais un jumelage qui incluait tous les citoyens.

Et ce faisant, il fut soutenu par le comité de jumelage franco-allemand, son président et sa femme, l'inoubliable Pierre JUNCAR.

Michel BOSCHER a posé la première d'amitiés dépassant les frontières de la société. Des amitiés sont nées qui durent par delà les générations jusqu'à aujourd'hui.

Michel BOSCHER a écrit son nom dans le cœur des habitants de Troisdorf, et donc dans l'histoire de notre ville.

Un grand français, un grand européen. Nous, habitants de Troisdorf, nous nous en souviendrons toujours avec reconnaissance.

Vive l'amitié franco-allemande. Vive Evry. Vive Troisdorf.



Paul BRACHTÄUSER ⁽¹⁾

Né le 9 février 1927 à Weidenau sur la Sieg (aujourd'hui Siegen)
Après le baccalauréat à Bad Godesberg, il fait ses études à l'université de Bonn
Professeur de lycée à Bonn et Cologne
De 1969-1996 : élu au conseil municipal de Troisdorf
1975-1992 : président du comité de jumelage
Membre fondateur des comités de jumelage
Lié avec la famille Juncar, mais surtout avec la famille Delaunay
Actuellement : chargé de l'intégration à la ville de Troisdorf
Référént en philosophie à l'université populaire (Volkshochschule)

⁽¹⁾ Traduit par Michel DESBRUYERES



DE "PETIT BOURG"
A "VILLE NOUVELLE"
LA GRANDE
AVENTURE
D'EVRY

« Quand j'y suis né en 1922 c'était encore la campagne... »

raconte
le député-
maire
Michel
Boscher

QUAND je suis né à Evry, en 1922, c'était encore la campagne. Ma famille y avait sa maison, résidence principale jadis, devenue, comme on dit aujourd'hui, maison de campagne. J'y allais pour les vacances scolaires, à Pâques, l'été. J'y ai joué en culottes courtes, et mes meilleurs souvenirs d'enfance, je les ai connus là. On se baignait dans la Seine, on se promenait en forêt de Sénart.



200 bonnes sœurs

Evry-Petit-Bourg, donc, était dans mon enfance un village de 1.200 habitants. On disait d'ailleurs qu'il n'y en avait que 1.000, parce qu'il y avait ici 200 bonnes sœurs qu'on ne voyait jamais. On y comptait à l'époque trois fermes. Mais cette activité agricole n'occupait pas une foule de gens. C'était une région de grande culture : deux fermiers sur trois avaient des troupeaux, du gros bétail. Sur les 1.200 habitants, il n'y avait qu'une centaine d'agriculteurs. L'essentiel de la population était composé d'ouvriers travaillant à Corbeil dans les usines ou de retraités. Le climat était réputé bon et on venait s'établir dans un petit pavillon pour y finir ses jours.

Les commerçants étaient peu nombreux. Pas de professions libérales. Le médecin venait de Corbeil.

C'était une toute petite ville sans histoire. Il y avait, bien entendu, ceux qui allaient à la messe, et les autres... Le parti du curé, les bourgeois, les propriétaires fonciers, les châtélains, et puis, de l'autre bord, les « mécréants », « la gauche », comme on disait...

Les châteaux ont toujours eu beaucoup d'importance à Evry. On en comptait cinq : Petit-Bourg, qui était resté dans la famille Binder, après avoir été celui du duc d'Antin et de la Montespan. Cette belle construction a brûlé pendant la guerre. Triste fin pour un lieu qui avait abrité des amours si célèbres. Il y avait aussi le château des Cochin, qui ont longtemps siégé au conseil municipal de Paris. Deux autres châteaux appartenaient à la famille Pastré et à la famille de Lestrangé, des cousins des Pastré. Et puis un cinquième château qui existe toujours mais reste inoccupé, celui de la famille Maurice Bataille, l'ancien président de la Chambre de Commerce de Paris.

Les « châtélains » et les « mécréants »

Sur ce bourg paisible de « châtélains » et de « mécréants », la guerre de 1939 éclata comme un coup de tonnerre. Michel Boscher, après des études de droit à la Faculté de Paris (il exercera plus tard la profession de commissaire-priseur) s'engage très jeune dans la Résistance. A 20 ans, il est déporté et restera deux ans dans les camps. Rentré très affaibli en 1945, il va s'installer pour reprendre des forces à Evry où sa mère s'était établie à demeure pendant la guerre. C'est là que va naître sa carrière politique. Aux élections municipales de 1947, les « mécréants » lui offrent un siège sur leur liste. Il est élu avec 80 % des voix. A 25 ans, le voilà maire d'Evry.

Très vite, raconte Michel Boscher, on m'a considéré comme un garçon un peu fou qui se lançait dans des entreprises assez peu raisonnables. Les logements sociaux, par exemple. J'ai dû arracher l'autorisation de construire un ensemble H.L.M. Je demandais 42 logements, le Conseil municipal m'en a accordé 21. On me disait : « Personne n'en voudra... » En fait il y eut 300 candidatures. Et peu à peu les choses se sont normalisées.

En 1952, se situe un événement très important pour la région. C'est l'électrification de la ligne de chemin de fer Paris-Corbeil. En même temps commençait la poussée des constructions. L'expansion de la banlieue, après le premier bond des années 25-30, connaissait un nouvel essor. La première opération d'extension d'Evry se matérialisa par un groupe de 120 villas construites près de la gare et aujourd'hui intégrées dans la ville. Un ou deux ans plus tard, la société I.B.M. qui s'était implantée à Corbeil eut des problèmes pour loger son personnel. Le directeur des services sociaux, un homme très actif, persuada sa compagnie d'acheter le château de Petit-Bourg pour y installer des logements. Cinq cents personnes prirent possession des lieux. Et puis, en 1953, une seconde vague d'urbanisation permit de loger 3.000 ou 4.000 personnes. Le mouvement était lancé. La ville notamment construisit plusieurs immeubles et, il y a dix ans, Evry comptait près de 10.000 habitants.

FRANCE-SOIR
Jeudi 30 mars 1975



7768 - EVRY-PETIT-BOURG (S.-S.-O.). — Du côté de Compu

Le tournant décisif

C'est alors que se situe le tournant décisif. La réforme administrative de la région parisienne, avec la création du département de l'Essonne. Et à peu près au même moment l'approbation du schéma directeur d'aménagement de Paul Delouvrier.

Un beau jour, mon ami Roger Frey, ministre de l'Intérieur à l'époque, me téléphone et me dit : « Que dirais-tu si Evry devenait chef-lieu de l'Essonne ? » J'ai cru à une plaisanterie. Mais il a insisté : « C'est sérieux. La réforme va être présentée au Parlement. »

Il y eut le vote du Parlement. Evry était officiellement retenue. Et comme le schéma directeur prévoyait la création des villes nouvelles — Evry notamment — l'ancien bourg se trouva, d'un coup, promu à un double destin de chef-lieu de département et de ville nouvelle.

A partir de là, c'est l'histoire récente d'Evry. La mise en place, en 1960, de la mission d'études et d'aménagement de la ville nouvelle. La création du syndicat intercommunal qui regroupe les centres qui sont aujourd'hui le cœur de la ville. Et trois ans après, la mise en place du syndicat communal.

Les anciens et les « étrangers »

La ville nouvelle d'Evry n'a pas été acceptée sans mal, au début, par les populations anciennes. Il a fallu vaincre quelques réticences, explique encore Michel Boscher. Il y avait tout d'abord les habitants du vieux Evry qui parlaient de « monter voir les étrangers » et exprimaient un vieux fond de mécontentement, quoique avec une certaine philosophie. Et puis, il y a eu les réactions plus négatives encore des habitants venus depuis dix ou quinze ans dans les « grands ensembles » ou les villas construites entre 1954 et 1960. Nous avions découvert cette région avant vous », disaient-ils, « assez mécontents de voir s'édifier la ville nouvelle. Ont commencé à s'installer les gens des premiers quartiers nouveaux, au Parc-aux-Lièvres et au Champier-du-Coq. La troisième couche géologique, en quelque sorte. Depuis, les « anciens » ont réalisé peu à peu que la ville nouvelle leur apportait des avantages. Les commerçants se frottaient les mains. Les emplois locaux arrivaient, les équipements de toutes natures aussi.

J'ai favorisé la création d'amicales et d'associations de propriétaires avec lesquelles il soit possible de discuter. J'ai également suscité la création d'une association de consommateurs. Car je pense que c'est le rôle d'une municipalité d'aider à organiser ainsi la diversité des opinions.

Il y a dans la ville nouvelle un double courant : d'un côté l'établissement public qui a un rôle surtout technique. De l'autre, le syndicat intercommunal qui prend les décisions. Je suis persuadé que, dans l'avenir, la ville nouvelle ne constituera plus qu'une seule commune. Dans vingt ans, on ne distinguera plus les anciennes limites territoriales. Mais il faut auparavant une longue période de transition.

Michel Boscher vit personnellement toute cette aventure un peu à la manière d'un P.-D.G. d'une vaste entreprise. C'est une affaire d'urbanisme, d'économie, et un problème humain aussi. Car il ne s'agit pas seulement, comme il le dit lui-même, d'un grand jeu de construction.

Quel est le bilan de cette aventure extraordinaire ? Michel Boscher conclut :

— Il y a 28 ans, quand j'ai été élu maire, Evry n'avait guère changé. C'était encore le petit village de mon enfance. Et puis j'ai vu tout se bouleverser par vagues successives d'urbanisation. D'abord les grands ensembles des années 50. Ensuite la ville nouvelle. Cette grande étape ultime de la transformation progressive d'un petit village en métropole est passionnante. Cela va encore peut-être durer 20 ou 30 ans et s'achèvera après moi.



L'AN MCMLXXV
LE 19 MARS

MONSIEUR VALÉRY GISCARD D'ESTAING
ÉTANT PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
L'AGORA D'EVRY

A ÉTÉ INAUGURÉE PAR

MONSIEUR ROBERT GALLEY
MINISTRE DE L'ÉQUIPEMENT
REPRÉSENTANT

MONSIEUR JACQUES CHIRAC
PREMIER MINISTRE

ET PAR PLUSIEURS MEMBRES DU GOUVERNEMENT, EN PRÉSENCE DE

M^{ME} MICHEL BOSCHER DÉPUTÉ MAIRE D'EVRY

PRÉSIDENT DU SYNDICAT COMMUNAUTAIRE D'AMÉNAGEMENT

DE MM EUGÈNE MASSILLON - HENRY MARCILLE - CLAUDE METIVET

JEAN-PIERRE VERVANT VICE PRÉSIDENTS

DE M^{ME} DENISE GYSSELS ET DE MM ROBERT BAVEREL - ANDRÉ COULON

PIERRE BASSAT - RAYMOND COURTELLEMONI - ROLAND VANDERRIEST

GASTON BARRET - JEAN SERRET - JEAN SEKULA

ROGER THOMAS DÉLÉGUÉS TITULAIRES

DE M^{RE} ANDRÉ LALANDE DIRECTEUR GÉNÉRAL

DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'AMÉNAGEMENT

M^{RE} JEAN BASTID

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGORA

DE M^{RE} PIERRE PROST SÉNATEUR

PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ESSONNE

DE M^{RE} PAUL COUSSERAN PRÉFET DE L'ESSONNE

JEAN LE COUTEUR ARCHITECTE - ALAIN RICHARD ARCHITECTE D'INTÉRIEUR

IGOR HILBERT SCÉNOGRAPHIE

Entretien avec Michel BOSCHER le 3 juillet 2002 ⁽¹⁾



Sabine Effosse : Je vais reprendre rapidement votre carrière. Tout d'abord, vous êtes né à Evry.

Michel Boscher : Exactement. Qui s'appelait à l'époque Evry-Petit-Bourg.

SE : Et vous avez été Maire d'Evry dès 1947. Dans quelles circonstances vous étiez-vous présenté ?

MB : J'ai été déporté pendant la guerre dans un camp de concentration. J'étais probablement le seul à Evry. A l'époque c'était un titre de gloire. Maintenant, tout cela a été bien oublié. Mais aux élections de 1947, le sortant était un brave vieux retraité d'orientation plutôt socialiste, qui dormait un peu. Alors, on est venu me chercher, en disant : "Boscher, déporté, tricolore, patriote, etc.". Evidemment, cela a marché. Je me suis retrouvé élu au premier tour avec 75 % des voix. Et de fil en aiguille, je me suis retrouvé maire.

SE : Vous étiez jeune.

MB : J'avais 25 ans. Et oui. J'étais un jeune maire, à l'époque. Je n'avais pas tout à fait 25 ans. J'ai été élu à 24 ans et 11 mois, je crois.

SE : Donc, c'était une ville que vous connaissiez bien, puisque vous y aviez vécu.

MB : Oui. Vous êtes trop jeune, et vous ne vous souvenez pas de l'avant-guerre. Mais, la bonne bourgeoisie parisienne, dont je faisais partie par origine familiale, avait fréquemment des maisons de campagne. On n'appelait pas encore cela des résidences secondaires. C'était une maison de campagne. Evry, c'était la campagne à l'époque. Ma famille avait une grande propriété, qui existe toujours, et qui est devenue la Chambre Départementale des Notaires de l'Essonne qui l'a rachetée. Cette propriété, en réalité, était un lieu de vacances. J'allais y passer deux mois en été. Il n'y avait pas de croisières, il n'y avait pas tout cela. Quand on était enfant, on y allait très tranquillement. On était tous très heureux de passer deux mois en famille dans les jardins, à jouer aux peaux rouges. Pour moi, Evry, c'était cela quand j'étais enfant.

SE : C'était un terrain de jeux.

MB : C'était un terrain de jeux. On y allait à Noël, à Pâques, deux mois en été. C'était comme cela. Beaucoup de familles avaient ce genre de vie à l'époque. Donc, mon attachement à Evry, en dehors du fait d'y être né, c'est à travers cette vie de collégien devenu vacancier dans les années 30.

SE : Et à l'époque, c'était donc un ...

MB : C'était un tout petit village. Il devait y avoir moins de 1 000 habitants. Cela n'a jamais été complètement nul, mais ce n'était pas grand. Il y avait le château de Mousseau, le château de Beauvoir, le château de Petit Bourg. Il y avait les bonnes sœurs. Et puis, le bon peuple local qui était fait de jardiniers, de maraîchers, d'agriculteurs, de retraités. Enfin, un petit microcosme traditionnel de la petite commune de l'Ile-de-France.

SE : D'accord. Donc, après votre élection en tant que Maire, quelques années plus tard, moins d'une dizaine d'années, vous êtes élu Député.

MB : J'ai même commencé avant, puisqu'en 1951, comme quoi la vie pouvait changer, il s'en est fallu de bien peu pour que je sois élu Député du Tarn-et-Garonne.

(1) Entretien réalisé par Sabine EFFOSSE, le 3 juillet 2002, entretien n° 1, Première campagne d'archives orales « Acteurs et mémoires de villes nouvelles » réalisée pour le compte du programme interministériel histoire et évaluation des villes nouvelles.

SE : Du Tarn-et-Garonne ? Pourquoi ?

MB : Aucune raison. Si ce n'est que le Général De Gaulle, que j'avais eu l'honneur de rencontrer, m'avait fait venir un jour dans son bureau, rue de Solferino. Il m'avait dit : "Boscher, vous vous présentez à Montauban".

SE : Donc, vous étiez allé vite fait faire une tournée là-bas.

MB : Je n'y avais jamais mis les pieds. Je ne savais pas exactement où c'était. Je ne connaissais pas le Tarn-et-Garonne du tout. Alors, cela se passait, je pense, au mois de mars ou avril 1951. C'était avant les élections législatives. Je me suis installé avec armes et bagages, ma première fille, ma femme enceinte, et je me suis beaucoup amusé. C'était très amusant. Vous savez la politique en 1951, vous ne pouvez pas vous rendre compte ! Il n'y avait pas de télévision. Il y avait la TSF et non pas la radio. Il n'y avait pas de postes de radio portables. C'était les grands appareils avec un cornet acoustique. La politique, à l'époque, se faisait à travers les réunions publiques sur les foires ou dans les comices agricoles, et les affiches que personne ne lisait, comme d'habitude. Donc, c'était tout à fait autre chose que ce qu'est devenue la politique maintenant. Les incidents, je pourrais vous en raconter. Cela n'a rien avoir avec notre entretien, mais c'est amusant. Le RPF dépêchait ce qu'ils appelaient les "orateurs nationaux". J'ai reçu un beau jour Gaston Palewski. Je le connaissais un peu déjà à l'époque. Quand Gaston est arrivé, j'avais une réunion. C'était un dimanche, je m'en souviens encore, l'après-midi, sous la halle d'un village. G. Palewski prend la parole. C'était l'époque, mais cela ne vous dit peut-être pas grand-chose, où la France négociait avec l'Italie la rétrocession du Fezzan. Gaston est parti sur le Fezzan. Et je voyais la tête de mes braves agriculteurs du Tarn-et-Garonne qui disaient : "Le Fezzan. Qu'est-ce qu'il veut dire ? C'est quoi le Fezzan ? (avec l'accent du Tarn-et-Garonne)". Il y avait une confusion complète que j'ai fini par dénouer. Ils avaient compris que le Fezzan était une volaille. Vous voyez le genre des campagnes électorales de l'époque. Cela n'a rien à voir avec ce que l'on fait aujourd'hui. Alors, j'ai été battu à quelques centaines de voix parce qu'il y avait des apparentements. Il y avait Jean Baylet, le père de Jean-Michel Baylet, l'homme politique contemporain. Il a réussi son coup avec des apparentements en fabriquant une liste d'indépendants qu'il a apparentés. Et puis, les apparentements ont gagné. Les apparentements ayant fait 50 % des voix, on a distribué les sièges à l'intérieur des listes apparentées. Evidemment, j'étais hors apparentement, alors qu'en réalité, j'étais deuxième derrière J. Baylet. S'il n'y avait pas eu d'apparentements, j'aurais été élu. Cela ne s'est pas fait. Donc, ma carrière politique a pris un coup sérieux à l'époque. Mais j'étais quand même assez mordu. En 1956, je n'ai pas bougé. Lorsqu'en 1958, on a pu se manifester à nouveau, j'avais gardé toutes mes amitiés : R. Frey, M. Debré, O. Guichard, toute la vieille équipe. Nous nous connaissions. On allait chez les uns et chez les autres. On allait passer chez les Frey le dimanche après-midi boire un chocolat. C'est là qu'un de mes amis qui s'appelait Jacques Marette, qui est mort maintenant, qui fut Sénateur à l'époque et responsable du Sud-Ouest pour le RPF, m'avait dit : "Il faudrait que tu te présentes. On a envie que tu te présentes. Tu viens voir le Général qui ..." etc. Donc, c'est comme cela que je me suis trouvé embarqué à Montauban en 1951. En 1958, je me suis trouvé embarqué dans la Seine-et-Oise de l'époque. Du reste, ce n'était pas sans difficultés, parce qu'il y avait énormément de candidats. Il y avait onze candidats contre moi. Alors en 1958, ce n'était pas évident. Je suis arrivé très largement en tête. Je me suis retrouvé député de la Seine-et-Oise en novembre 1958.

SE : Sept ans plus tard, vous êtes membre du Conseil d'Administration du District. Comment êtes-vous rentré dans le District ?

MB : Un beau jour, je reçois un coup de téléphone de R. Frey qui était ministre de l'Intérieur à l'époque, et qui me dit : "Michel, j'ai une nouvelle à t'annoncer. Evry va devenir chef-lieu du nouveau département de l'Essonne". Celui-ci n'était pas encore créé, il était en voie de création. "On va y faire une ville nouvelle. Il faudrait que tu voies P. Delouvrier". Cela a été le départ de l'histoire des villes nouvelles. Et cela coïncidait avec l'entrée au District. J'étais désigné, je n'étais pas élu au District. C'était l'époque où l'on désignait. A partir du moment où je devais devenir Maire du chef-lieu, je pense que l'on a dû trouver expédient de me désigner.

SE : Connaissiez-vous P. Delouvrier avant ?

MB : Non. Je ne connaissais pas P. Delouvrier avant, de réputation à travers l'Algérie, mais je ne l'avais jamais rencontré. J'ai pris mon téléphone, et j'ai été le voir. Il était installé rue de Varenne, en face de Matignon,

dans l'annexe. Nous nous sommes disputés parce que je n'avais aucune envie d'avoir une ville nouvelle. Je ne connaissais pas le "truc". J'étais très "pénard". J'étais Député. J'étais maire d'un petit village sympathique. Je n'étais pas conseiller général, à l'époque, mais j'étais incrusté dans le coin. Se coller une aventure pareille sur le dos ne m'enchantait qu'à moitié. Il m'a expliqué que cela était indispensable pour l'avenir de la région parisienne, que le pourrissement du tissu urbain, etc., qu'il fallait y mettre le "holà". Finalement, il était très sympathique, très engageant. Je me suis laissé convaincre, et puis, il y a un petit peu la fierté, en se disant : "Après tout, c'est une grande aventure. Essayons-la. Pourquoi pas ?" Cela a été l'origine.

SE : Vous êtes-vous laissé convaincre rapidement ?

MB : Cela n'a pas pris des années, mais au bout de quelques semaines, j'ai dû y réfléchir. On a démarré cela ainsi. J'ai connu A. Lalande qui était chef de la Mission. Ensuite, des institutions se sont créées. L'EPA (Etablissement Public d'Aménagement) d'Evry a été créé, et j'en suis devenu Président. Le Syndicat a été mon invention qui est venue un peu plus tard. Dans un premier temps, il y a eu simplement un Syndicat Intercommunal ordinaire qui était fait de bouts et de morceaux. Tout le monde n'y était pas, du reste. Je ne me souviens plus exactement des détails. Il y a eu la fameuse loi, à laquelle vous faisiez allusion. C'était une loi de bon sens, m'a-t-il semblé. Enfin, on pouvait changer les détails. C'est ce que M. Rocard a fait, quelques années plus tard, au niveau des désignations des membres. Mais le schéma global était respecté. C'était évident. On ne pouvait pas s'amuser à conserver des limites communales étroites et serrées dans un ensemble qui débordait, de toute évidence, les limites communales.

SE : Lorsque vous rencontrez P. Delouvrier en 1965, est-ce qu'il vous expose vraiment le programme pour Evry ou est-ce qu'il vous expose un programme général ?

MB : C'était plutôt un programme général. On n'était pas dans les détails. Les détails sont venus après, à travers des cogitations des gens de l'EPA, de A. Lalande, de ses architectes, de moi-même, et des autres élus locaux. Je ne dis pas que nos réflexions n'ont pas été un peu orientées. C'est très possible. Mais, la formulation générale de la ville était une opération qui s'était faite progressivement. Il y avait des données de base. Il ne fallait pas faire une ville dortoir. Il fallait des emplois qui précèdent ou suivent les occupants. Mais, le détail, savoir s'il fallait faire un centre à tel endroit plutôt qu'à tel autre, s'il fallait mettre les quartiers d'habitations autour du centre ou à l'extérieur, tout cela a été...

SE : Plus ou moins harmonisé. A quoi ressemble Evry à la fin des années 60, avant l'édification de la ville nouvelle ? Est-ce toujours un bourg ?

MB : Oui. Le premier démarrage a été la Préfecture. Alors, la Préfecture c'était ce grand bâtiment que vous connaissez, qui était au milieu des champs. Entre la Préfecture et l'ancienne commune d'Evry, il y avait des champs. Il n'y avait rien d'autre. Cela date de 1964, puisque cela coïncidait avec la création des départements. Pendant un temps, l'Essonne a été gérée à partir de l'ancienne sous-préfecture de Corbeil. Très rapidement, il a fallu accorder les installations immobilières avec les décisions politiques. Je vous dirais franchement que je n'ai pas gardé un souvenir très précis de la cadence à laquelle cela s'est fait. Il y a eu la main mise sur les terrains. Cela a été très important. En effet, le hasard a fait que l'essentiel de ces terrains appartenait à un seul et unique propriétaire, qui s'appelait M. Hubert Pastré. Il était issu d'une famille de grands armateurs de Marseille. J'étais très mal avec Hubert, mon adversaire, ce qui ne m'a peut-être pas facilité la main mise sur ses terrains. Il avait un peu trop "fricoté" avec les Allemands pendant la guerre. Il était d'un conservatisme extraordinaire. Il était domicilié sur le lac de Genève en Suisse. Nombre de ses biens étaient là-bas. Il avait pris toutes les précautions qu'il fallait. Il avait gardé une propriété dans le bout de la commune d'Evry, au lieu-dit Le Bras-de-Fer où il avait une grande maison ancienne avec un grand jardin. Il faisait travailler les gens du coin, le maraîcher, le jardinier. Ensuite, il avait hérité de tous les biens de son père et de son oncle, qui avaient tous les deux été, coup sur coup, Maire d'Evry dans les années 1910-1920 jusqu'en 1935-1938. Il avait été nommé par Vichy membre de la Délégation Spéciale, parce qu'il y a eu des délégations spéciales nommées par le Gouvernement de Vichy, pendant la guerre, pour remplacer les conseillers municipaux élus. Alors, il a été choisi par le Préfet de l'époque. Ce qui ne lui a pas porté chance. La comparaison n'était pas en sa faveur. Donc, je reviens à mon histoire. Il était propriétaire de l'essentiel, de 400 ou 500 hectares, dans le coin. C'était de la terre à blé, à betterave. Il n'y avait rien d'autre. La grande banlieue, à l'époque, c'était peu de choses. On était très vite dans la pleine campagne. La banlieue s'arrêtait du côté de Montlhéry, du côté de Juvisy. A ces endroits, on était en banlieue. Plus loin, c'était la campagne. Donc, les terrains ont été achetés. Je dois

dire que cela s'est passé assez gentiment. Il s'est bien rendu compte qu'il ne pouvait pas s'opposer à cette histoire. D'ailleurs, je n'ai jamais su, car ce n'est pas moi qui ai négocié, les conditions et les modalités. L'Etablissement Public d'Aménagement s'est donc trouvé à la tête de l'ensemble de ces terrains, d'où les décisions de créer le centre-ville, de créer l'Agora qui a été le grand "truc" des années 1965-1970, et d'implanter un schéma de constructions d'immeubles un peu en X avec l'Agora au centre. Il y a eu des hauts et des bas, les incroyants comme E. Pisani, et ceux qui y croyaient. Et j'ai fini par y croire assez rapidement. Je ne suis tellement pas l'homme des demi-mesures. Et m'étant lancé dans ce programme, j'ai été "à fond la caisse", comme on dit, dans le sens de la tentative de réussir cette fameuse aventure, comme disait E. Pisani. Voilà le schéma avec l'implantation des institutions. Je vous ai parlé de l'EPA, j'ai fait allusion au Syndicat Communautaire d'Aménagement. Les relations avec les maires du coin ne se sont pas mal passées. Il fallait évidemment, du côté politique des affaires, tenir compte du fait qu'il y avait Corbeil, Sous-Préfecture avec un maire communiste qui s'appelait Roger Combrisson, lui aussi un ancien déporté. C'est pour cela que l'on avait une certaine sympathie l'un pour l'autre, tout en étant adversaires politiques. Mais, il fallait empêcher qu'Evry, aux yeux des politiques de l'époque, ne devienne une banlieue de Corbeil, que, par la force des circonstances, ce qui était prévu pour Evry ripe sur Corbeil, et que la Préfecture se retrouve un beau jour à Corbeil. Il fallait empêcher un changement complet d'orientation. On a donc laissé Corbeil de côté car il n'y avait aucun rapport, sauf des rapports courants de commune à commune. On a voulu intégrer Bondoufle, Courcouronnes, Lisses, et on attendait d'avoir Ris-Orangis. Mais pour Ris-Orangis, c'était également une politique d'opposition. Le maire n'était pas...

SE : Etait-il communiste ?

MB : Non. Pas tout de suite. Il l'est devenu, si je puis dire, dans une élection postérieure. A l'époque, c'était un modéré, un brave homme, un peu grisaille. Il s'appelait Henri Collet. Il n'était pas très enthousiaste. On avait donc laissé un petit peu Ris-Orangis sur la marge. Il n'était pas dans le Syndicat Communautaire. Il était dans un Syndicat Intercommunal, aux contours beaucoup plus vagues que le SCA. Donc, le noyau était Evry, les trois communes rurales du coin, à savoir Bondoufle, Courcouronnes et Lisses. Cela s'est passé ainsi. Vous avez probablement déjà vu le fonctionnement de tout cela.

SE : Si cela ne vous ennuie pas, j'aimerais que l'on revienne au District, à la composition du District, au Conseil d'Administration dont vous avez été membre. Il y avait l'équipe de P. Delouvrier.

MB : Essentiellement, tous les élus qui ont été désignés étaient plutôt favorables au pouvoir en place. C'était essentiellement des maires, des conseillers généraux des départements, depuis le Val-d'Oise jusqu'à l'Essonne, en passant par les départements périphériques. Quant au personnel, il y avait un brave homme qui était Préfet, qui était le Directeur de Cabinet de P. Delouvrier.

SE : Etait-ce J. Vaujour ?

MB : Oui. Il y a eu J. Vaujour et puis un autre. Je vois encore sa tête.

SE : Il y a eu Jean Millier.

MB : Millier c'était autre chose. Effectivement, vous avez raison. Je les voyais, bien entendu, dans les réunions plénières. Mais je n'ai pas "fricoté" particulièrement avec l'un ou l'autre. Je voyais P. Delouvrier une fois par mois. Le petit monde qui gravitait autour, je l'ai rencontré rue Barbet de Jouy, mais je n'avais pas un contact permanent avec eux. Et puis, il y avait les gens de l'IAURP devenu ensuite IAURIF, avec Goldberg, etc.

SE : Les voyiez-vous à ce moment-là ?

MB : On déjeunait ensemble de temps en temps. Ce n'était pas suivi. L'administration du District était une administration assez autocéphale. Cela ne débordait pas tellement sur les différentes unités, que ce soit la ville nouvelle d'Evry, de Pontoise ou d'ailleurs. Chacun avait une certaine autonomie, une coordination, notamment pour des questions financières.

SE : C'était le Groupe Central des Villes Nouvelles.

MB : Le Groupe Central des Villes Nouvelles, bien entendu. Cela m'a prouvé la difficulté de remuer l'administration française. Je me rappelle un petit incident. Un jour, on a voulu créer une école maternelle au pied d'un immeuble de plusieurs étages. Ce n'était pas prévu par les textes. Il a fallu remuer ciel et terre à la rue de Grenelle, faire intervenir Matignon, pour arriver à obtenir l'autorisation de créer une maternelle en pied d'immeuble, parce qu'il n'y avait pas 1,5 m² par élève, il n'y avait que 1,48 m², etc. Cela a pris des semaines, avec des réunions contradictoires, en quelque sorte, avec le Recteur, les représentants de la rue de Grenelle, avec le Groupe Central des Villes nouvelles, etc. C'est incroyable, et cela n'a pas changé. L'administration est toujours aussi lourde à remuer : le conservatisme, le sacro-saint respect des textes.

SE : Les normes ?

MB : Les normes. Oui. Absolument.

SE : P. Delouvrier, le voyiez-vous à propos du plan d'Evry ?

MB : Oui. On s'est vu pas mal de fois. Le quotidien, c'était A. Lalande et moi. On faisait une très bonne équipe. Il me faisait confiance, je lui faisais confiance. On n'avait pas de problèmes du tout entre nous. Il ne me faisait pas d'enfants dans le dos, si je puis dire, et réciproquement. Avec P. Delouvrier, c'était plus distendu. Une fois que l'on avait mis au point, au début de tout cela, les axes principaux, le fond de l'affaire avec le concept d'une ville nouvelle, le détail ne le concernait plus. C'était au niveau local, ce qui était beaucoup plus intelligent. Les villes nouvelles étaient très différentes, et on ne pouvait pas mettre dans un moule unique l'ensemble des villes telles que Melun-Sénart et Evry, qui sont tout à fait différentes.

SE : A propos de P. Delouvrier, quel portrait feriez-vous de lui au moment où vous l'avez connu ? Etait-ce un homme vraiment engagé dans sa mission ?

MB : Oui. C'était vraiment le type même du haut fonctionnaire compétent. Je l'aimais bien. Il était très sympathique. C'était un homme de grande qualité. C'était un peu le proconsul. Il avait une allure physique de proconsul. Il était ce qu'il convient d'appeler "un bel homme", un grand type avec une petite moustache impeccable, les cheveux bien ratissés. Il avait "de la gueule" comme on dit. Intellectuellement, c'était un brillant sujet. Il s'est donné du fond du cœur dans cette histoire. Comment y a-t-il été convaincu ? Je n'en sais rien. C'est, je présume, par les personnages consulaires. Mais je ne sais pas le détail. Il est arrivé avec cette affaire "toute cuite" dans sa besace. Alors, il avait été évidemment embrigadé là-dedans par le pouvoir.

SE : Oui. Par le Général de Gaulle et Michel Debré.

MB : M. Debré, sûrement. Je vous rappelle que j'ai été au Cabinet de M. Debré avant les élections de 1958, à la place Vendôme. Je suis entré dès juin 1958, après les événements de mai, bien sûr. Il m'a recruté dans son cabinet, et je suis resté jusqu'aux élections. Je me rappelle fort bien qu'un de ses "dadas", c'était l'urbanisme. D'ailleurs, un jour, il m'a prêté un livre sur l'urbanisme des villes nouvelles anglaises. C'était lui qui, effectivement, était l'homme de la conception des villes nouvelles, de l'urbanisme en général des villes nouvelles, en particulier. Parce que le Général de Gaulle, excusez-moi, mais ce n'était vraiment pas à son niveau. Quand on est la France, on ne s'occupe pas de savoir si on va mettre une pissotière avec le petit bourg (rire).

SE : Et pour M. Debré, à votre avis, d'où venait ce penchant ?

MB : M. Debré était un homme agaçant, irritant. Mais, c'était un grand bonhomme intellectuellement. Il s'était intéressé à des foules de choses, notamment à l'urbanisme. Et il avait dû lire énormément. Il s'est construit une conception de l'urbanisme proche des capitales, en tous cas. De toute évidence, c'est à travers lui, que le Gouvernement, le Général de Gaulle, lui avait donné sa bénédiction. Mais cette histoire ne venait pas de l'Elysée. Cela venait de Matignon, à travers M. Debré.

SE : Avez-vous eu des contacts avec G. Pompidou ?

MB : Oui, je le connaissais bien. G. Pompidou n'était pas passionné par cela. C'était un homme à la fois parisien, intellectuel, artiste, et en même temps un homme de la campagne, de sa Corrèze natale.



Novembre 1971, le Président POMPIDOU visite les Villes Nouvelles

Ici, à Evry

Ce n'était pas du tout l'homme des banlieues. Ce n'était pas tellement sa tasse de thé. Mais, il a suivi. Il est venu à Evry. J'ai eu G. Pompidou, V. Giscard d'Estaing. Tout le monde est venu payer son tribut à la ville nouvelle.

SE : A partir du moment où l'EPA a été créé en 1969, concomitamment, il y a cette affaire de création de structure locale nouvelle qui apparaît, tout d'abord, d'après ce que j'ai cru comprendre, comme un projet du Gouvernement, avant que vous repreniez cela.

MB : Oui. Vous avez raison. Effectivement, il y a eu un premier projet, purement technocratique, autant que je me souviens. Je me souviens de son existence, et c'était à cause de cela que j'ai réagi en déposant ce texte en 1969-1970.

SE : Tout à fait. Vous aviez d'ailleurs pris soin de reprendre une contre-proposition de l'Association des Maires de France, qui avait planifié les adéquations de l'avant-projet gouvernemental.

MB : Cela se peut bien. J'étais Secrétaire Général Adjoint de l'Association des Maires de France, à l'époque. Je crois que c'était à cette époque là. J'avais mes entrées aux Maires de France.

SE : Effectivement, vous étiez Secrétaire depuis 1964, et la contre-proposition date de 1968.

MB : Oui. Vous savez, ce qui était difficile, dans toutes ces histoires là, c'était, notamment lorsque l'on avait besoin de financements et qu'il fallait d'une manière ou d'une autre s'adresser au Parlement, de réussir à convaincre l'essentiel des députés quelle que soit leur couleur, de la validité de l'affaire "Villes Nouvelles". Parce que la réaction évidente était : l'argent que l'on donnera aux villes nouvelles, c'est autant de moins que l'on va donner aux Côtes du Nord, à l'Aveyron ou aux Basses Pyrénées. Donc, il y avait une réaction de défiance de la part des politiques, sauf ceux de la région parisienne. Et encore, dans la région parisienne, il y avait des gens qui n'étaient pas très chauds. Il y avait des tas de raisons. On contestait l'idée même des villes nouvelles, ou on imaginait qu'il fallait faire un axe vers le Nord-Ouest et pas vers le Sud-Ouest. C'est le genre de pinaillages, fréquents dans ce genre d'affaire. C'était un des obstacles. Pour en revenir à ce que vous disiez, le projet que j'avais déposé, qui a été voté avec pas mal d'adjonctions, notamment sur le plan financier, avait pour objet de décentraliser la gestion autant que faire se peut, et de faire ce qui a été fait finalement.

SE : Et de responsabiliser les élus locaux. Ce projet, l'aviez-vous monté, si je puis dire, avec d'autres personnes ?

MB : Non. Je l'ai monté tout seul, dans la bibliothèque de l'Assemblée Nationale. J'avais dû prendre quelques livres et quelques documents. Mais, pour l'essentiel, c'était une création personnelle.

SE : Comment aviez-vous mis au point ce projet ? Était-ce par votre expérience locale, si je puis dire ?

MB : Cela fait déjà 3-4 ans que l'on tournait autour du pot dans les villes nouvelles. Donc, je m'étais fait pas mal d'idées sur les possibilités de faire fonctionner cette affaire. Le fait que j'ai été maire pendant 20 ans y a quand même joué. J'avais des responsabilités à gauche, à droite. J'étais assez immergé dans ce milieu de la politique locale. Cela me paraissait "couler de source". Le gros des idées que j'ai traduites sur le papier me paraissait d'une certaine logique, et cela s'imbriquait dans mon concept de l'affaire.

SE : Est-ce que parfois, on cite d'autres noms ? M. Poniowski, par exemple ?

MB : M. Poniowski, non. Il était contre cela. Je me rappelle avoir été voir Poniowski lorsqu'il était ministre place Beauvau. Je n'ai jamais beaucoup sympathisé avec lui. Je n'étais pas à "couteaux tirés" loin de là, mais ce n'était pas du tout mon genre. En ce qui concerne les villes nouvelles, s'il avait voulu freiner, il aurait freiné. Je ne suis pas d'accord.

SE : Sinon, il y avait également d'autres personnes : Jacquet, Mondon.

MB : Mondon était le maire de Metz. C'était loin. Mais lors du débat à l'Assemblée, il avait certainement dû prendre la parole. Les députés sont là pour cela, ils aiment bien prendre la parole. Jacquet était maire de

- Melun, et il était ministre des Travaux Publics à ce moment-là. Je ne sais plus à quelle date. Mais, je ne me rappelle pas avoir eu des problèmes avec Jacquet. J'étais assez copain avec lui, du reste.
- SE : Donc, avec la loi Boscher, le 10 juillet 1970, sont créés les Syndicats Communautaires d'Aménagement qui permettent d'isoler la zone d'agglomération du reste. Cette idée était-elle celle qui vous semblait la plus logique d'après votre expérience ?
- MB : Oui. C'est ce qui me semblait logique. Je me suis peut-être trompé, mais je ne crois pas, parce que finalement, cela a subsisté.
- SE : L'objectif était en fait de réduire les communes aux acquêts, et d'isoler sur le plan fiscal la zone d'agglomération du reste.
- MB : Oui. Les derniers chapitres du texte, qui concernaient tous les problèmes fiscaux et financiers, ont été largement rajoutés. Mais ce n'est pas de mon fait, pas beaucoup. Cela a été rajouté par le Gouvernement sous forme d'amendements. Et les services de ce que l'on n'appelait pas encore Bercy, en l'occurrence de la rue de Rivoli, avaient cogité ferme.
- SE : Aviez-vous eu des contacts avec eux, au préalable ?
- MB : Quasiment non. J'ai dû voir l'un ou l'autre, mais ce n'était pas suivi.
- SE : Votre loi a-t-elle été approuvée largement ?
- MB : Je ne me souviens pas. Je crois qu'il n'y a même pas eu de scrutins. Je crois que cela a été fait à main levée, autant que mes souvenirs soient bons.
- SE : En revanche, si la loi est votée en 1970, son application a été un peu longue, puisque les premiers Syndicats Communautaires d'Aménagement sont créés presque trois ans plus tard.
- MB : Cela a duré aussi longtemps que cela ?
- SE : Par exemple, pour Cergy, ce n'était qu'en 1973.
- MB : Je crois que cela vient aussi du fait que la ville nouvelle d'Evry était certainement la plus en avance.
- SE : C'était aussi la plus petite.
- MB : C'était la plus petite et la plus en avance, peut-être la plus facile, d'abord parce qu'il y avait peu de communes. A Cergy, il y en avait 15 ou 16. Il est beaucoup plus difficile de gérer à 15 ou 16 que de gérer à 4. Le SCA d'Evry a été facile à mettre sur pied. Vous me dites que cela n'a été créé qu'en 1973 ?
- SE : Pour Cergy.
- MB : Pour Cergy. A Evry, je crois que c'était avant. Les villes nouvelles, c'est un drapeau qui recouvre une marchandise très diverse. Autant Evry avait une formulation véritablement urbaine, autant Marne-La-Vallée était un chapelet de communes étendues sur des kilomètres. Melun-Sénart, c'est la même chose. C'est informe. Je ne dis pas que c'est un loupé, ce n'est pas du tout ce que je veux dire. Mais, mettre cela en forme administrativement, c'était beaucoup plus difficile qu'à Evry.
- SE : Y a-t-il eu concurrence entre Evry et Melun-Sénart ?
- MB : Non. Pas vraiment.
- SE : Parce que pour Melun-Sénart au départ, c'était Tigery-Lieusaint. Il y a eu quelques déboires.
- MB : Non, je n'ai pas gardé le souvenir de concurrence. Les contacts se faisaient beaucoup plus entre les Lalande d'Evry et les Lalande de Melun-Sénart. Cela se passait au niveau de l'EPA.

SE : Des directeurs des EPA.

MB : Des directeurs des EPA beaucoup plus qu'entre les politiques. D'abord, ce n'est pas le même département. Cela jouait beaucoup, parce que la Seine-et-Marne était d'un côté et la Seine-et-Oise, ou l'Essonne, de l'autre. Pour Melun-Sénart, je m'en suis très peu occupé. Mais on a réfléchi à un moment donné sur l'opportunité de mettre en œuvre le premier projet qui avait été élaboré pour Melun-Sénart. Et c'est là que vous aviez raison de dire qu'on a ripé pour Tigery-Lieusaint, etc. Je pense que c'était des raisons tirées des nécessités de l'urbanisme beaucoup plus que des raisons politiques.

SE : Vous n'avez pas le souvenir de querelles politiques.

MB : Non. Cela aurait été avec Jacquet. Je ne me suis jamais engueulé avec Jacquet. C'était un bon copain.

SE :: Cela, c'était pour votre loi qui a perduré jusqu'en 1983. Vous êtes-vous occupé de la révision opérée par M. Rocard ?

MB : Oui et non. J'ai été invité par M. Rocard, un jour, à une réunion qu'il faisait à Cergy-Pontoise, pour annoncer qu'il avait l'intention de changer le mode des désignation des délégués. Mais c'est à peu près tout. Je ne m'en suis pas occupé. Et je n'étais plus au Parlement.

SE : Non. J'ai posé la question au cas où. Maintenant, j'aimerais bien que nous parlions un peu plus de l'EPA. Vous étiez son Président de 1969 à 1977. Quel était le travail de l'EPA d'Evry ? Quelles ont été ses grandes réalisations en tant que maître d'ouvrage ?

MB : L'EPA était l'outil principal de réalisation. Il y avait évidemment des contacts, des négociations, des discussions au niveau des élus locaux, ceux qui siégeaient au sein de l'EPA, et éventuellement les autres.

SE : Quels élus locaux y avait-il quand vous y étiez à l'EPA ?

MB : Il y avait les quatre maires, autant que je m'en souviens.

SE : C'est tout. Il n'y en avait pas d'autres.

MB : Il y avait peut-être un Conseiller Général. Je ne sais plus. Je sais très bien qu'il y avait Marcille de Bondoufle. Il y avait Vervant de Lisses, qui est mort il y a pas longtemps, qui était l'opposant. Il y avait Métivier de Courcouronnes, et moi. Cela faisait les quatre maires.

SE : Pourquoi le maire de Lisses était-il l'opposant ?

MB : Parce qu'il avait une sensibilité, comme on dirait aujourd'hui, très à gauche. C'était un curieux personnage, un peu filandreux, un peu tortueux. Il n'était pas méchant. On s'entendait sans s'entendre. On n'était pas à "couteaux tirés", mais on n'était pas non plus copain-copain. Il avait toujours refusé in petto que Lisses fasse partie de la ville nouvelle.

SE : Pour quelles raisons ? Pour une perte de prérogatives ?

MB : Oui. Ce n'est peut-être pas aussi simple que cela. Vous dites à un maire, qui est bien assis dans son coin, qui est le petit potentat local : "Vous allez perdre beaucoup de vos prérogatives. Vos finances, ce n'est plus vous, ou seulement partiellement. Les choix des grandes infrastructures, ce n'est plus vous". Il faut avoir un certain courage ou, en tous les cas, une certaine disponibilité pour accepter.

SE : En ce qui concerne la ville nouvelle d'Evry, il y a eu aussi, dans l'application du projet, une forte composante sociale, etc. Cela aurait pu séduire un maire.

MB : On peut être très axé à gauche, et avoir quand même un certain côté conservateur en ce qui concerne sa situation personnelle d' élu local. C'est souvent le cas. Vous avez des maires qui sont très à gauche, et qui ne sont pas pour autant des internationalistes de la commune, qui veulent bien rester chez eux à cuire leur petite soupe sur leur petit feu, comme disait le Général de Gaulle.

SE : Donc, à l'EPA, il y a les élus et il y a aussi les représentants de l'administration.

MB : Oui. Bien sûr.

SE : Pourriez-vous me les décrire ? Quels étaient ses représentants ? De quels Ministères ? Quel travail aviez-vous effectué ensemble ?

MB : Je ne sais plus. Je me souviens assez bien des grandes lignes, mais des personnes,...

SE : En fait, c'était l'équipe autour de Lalande.

MB : Autour de A. Lalande, c'était essentiellement des gens comme Mottez, dont vous avez peut-être entendu parler, des architectes, Boulakia, D'Arcy. C'était des urbanistes et des architectes, beaucoup plus qu'autre chose. On avait un contrôleur financier, dont je n'ai pas gardé un souvenir impérissable. C'était un personnage, autant que je m'en souviens, assez obscur, pas très dynamique.

SE : Donc, A. Lalande, pour votre tandem avec ceux d'Evry ?

MB : Très bien avec A. Lalande. On était sur la même longueur d'onde, on n'a pas eu de difficulté du tout. Il me tenait toujours très bien informé, parce qu'il y avait des choses qui relevaient de son autorité directe. Il ne faisait jamais de cachotterie. Il me tenait au courant des négociations qu'il pouvait faire pour la venue d'industriels, etc. J'y étais souvent associé, du reste. Quand on avait fait venir Dubrulle et Pélisson, les fondateurs de Novotel, cela s'est passé avec A. Lalande et moi. J'ai même été voir Dubrulle à Lille. Son premier Novotel était à Lille. Donc, il y avait une grande confiance entre A. Lalande et moi.

SE : Quelles étaient les fonctions de l'EPA ? C'était l'aménagement, la fonction de terrain, etc.

MB : La main mise sur le foncier, les grandes options d'urbanisme, la configuration générale de la ville, la place des espaces verts, les zones industrielles et d'activités, tout cela était l'affaire essentiellement de ces agents publics. Mais, pour revenir à ce que vous disiez, les ministères techniques ne siégeaient pas du tout à l'EPA, mais ils déléguaient leurs représentants locaux. Alors, il y avait l'Inspecteur d'Académie qui faisait une apparition lorsqu'il s'agissait de construire une école primaire. Il y avait également quelqu'un des Ponts et Chaussées qui venait. On n'avait pas la grande descente des grands énarques de Paris. C'était fait d'une manière beaucoup plus modeste.

SE : En ce qui concerne ces options d'urbanisme, étiez-vous consulté ou pas sur les projets ?

MB : Oui. Si vous cherchez dans vos archives, vous trouverez un rapport que j'avais fait pour le District sur le schéma d'aménagement de la région parisienne. Je ne sais plus de quelle date il est. J'avais fait un grand dégagement sur la conception de l'urbanisme urbain, notamment dans les villes nouvelles. Je me rappelle avoir émis l'opinion qu'il fallait freiner les barres et les tours, et qu'il fallait des rues, de préférence non-droites, un peu tortueuses, essayer de rapprocher la ville nouvelle de la ville ancienne au niveau de la conception, essayer de faire que quelque chose qui est voulu, volontariste soit un petit peu à l'image de ce qui est spontané.

SE : Oui, car à Evry vous aviez déjà des beaux ensembles.

MB : Oui. Il y a eu une erreur de ma part, je le reconnais, mea maxima culpa. C'était la grande construction des années 1955-1958, et essentiellement le bâtiment sponsorisé par IBM-France, qui est à l'emplacement de l'ancien château de Petit-Bourg, où il y a une barre de 11 étages avec 375 appartements. A l'époque, on ne se rendait pas compte. Enfin, il y avait des gens très intelligents qui s'en rendaient compte, mais des gens moins intelligents, comme moi. Nous ne nous rendions pas nécessairement compte que cela allait déshumaniser la vie urbaine. On nous avait vendu l'idée que seule la grandeur, l'importance des constructions pouvaient permettre un aménagement rationnel.

SE : Et résorber la crise du logement.

- MB : Oui. A Evry, avant la ville nouvelle, il y a eu cela. Il y a eu tout un ensemble de petits logements, de petits pavillons. Il n'y a rien à en dire. Cela existe toujours du reste. Avant la création du SCA, il y avait un ensemble qui a été construit à la limite de l'ancien Evry et du nouvel Evry. Vous n'êtes pas allé sur place ?
- SE : Non, je ne connais pas bien Evry. En revanche, la Grande-Borne, ce n'est pas à Evry ?
- MB : Non. C'est Grigny. Ne mélangeons pas. Cela aurait pu être bien, la Grande Borne, parce que l'architecte était un architecte de qualité. Mais, cela a été gâché. Je ne me suis pas occupé de Grigny, je ne sais pas comment cela marchait, mais cela marchait très mal. C'est tout ce que je peux dire.
- SE : A Evry, qui vous avait présenté le projet de la fameuse barre ?
- MB : La barre de Petit-Bourg ? Le sponsor, je ne sais pas si on disait comme cela à l'époque, c'était essentiellement IBM, parce qu'ils avaient installé une très importante usine à la limite de Corbeil et d'Evry, sur le côté Corbeil, et ils cherchaient du logement. Ils devaient avoir certainement de 1 000 à 1 500 employés dans l'usine, et peut-être même davantage. Les possibilités de logement dans le coin étaient maigres. La commune n'y était pour rien. On a été consulté, mais on n'a pas participé à la création juridique ou financière de l'opération.
- SE : Mais vous avez accordé le permis de construire.
- MB : Oui. Sûrement.
- SE : Et là, vous n'aviez pas été approché par la Caisse des Dépôts pour des opérations de grande ampleur ?
- MB : La Caisse des Dépôts, je ne me souviens pas qu'elle se soit manifestée. Je ne crois pas. Peut-être au sein de la ville nouvelle, ultérieurement. Mais au départ, dans les années dont nous parlons, je ne me souviens pas avoir eu un contact avec eux. Pour d'autres raisons, oui, mais pas pour cela.
- SE : Vous aviez eu des contacts avec eux pour les prêts aux communes ?
- MB : Pour les prêts. Je me vois encore aller rue de Lille. Qu'est-ce que j'avais été faire là-dedans ? Ce n'était certainement pas des choses importantes, parce que c'était des relations de client à fournisseur, en quelque sorte.
- SE : En ce qui concerne les grandes options de l'urbanisme, dans le cadre de la ville nouvelle, par exemple, pour l'Agora, vous aviez participé à de grandes opérations ?
- MB : Oui, à l'essentiel des constructions. Les Pyramides qui était une opération très intéressante qui a malheureusement, là encore, mal tourné, mais depuis quelques années, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec l'origine, c'était quelque chose de très passionnant. C'était un très beau projet, qui était l'œuvre de deux architectes qui s'appellent Andraut et Parat. Ils avaient la particularité de ne pas répéter à l'infini les barres et les tours, de faire des pyramides, des choses décalées, décentrées, avec des appartements qui se superposaient, mais qui n'étaient pas identiques, avec beaucoup d'appartements vendus, cédés ou loués, à l'état paysagé avec la possibilité pour les occupants de mettre des parois, de moduler, etc. C'était très en avance pour son temps.
- SE : Sur le plan de la conception architecturale.
- MB : Oui, absolument.
- SE : Et pour l'Agora et pour les Pyramides ?
- MB : J'étais tout à fait un ferme soutien de l'Agora. Cela faisait partie des éléments pouvant donner de la vie à cette ville qui risquait, à la limite, de devenir une ville morte, une ville "dortoir". Et l'Agora a été un énorme succès. Evidemment, j'étais aux premières loges. Le jour de l'inauguration, j'y suis allé faire mon petit discours, avec Galley, maire de Troyes, que je connaissais bien, qui était ministre de l'Equipement et est venu à la place d'un premier ministre. Galley et moi sommes arrivés par des voies détournées sur un

podium. On a vu, tout d'un coup, un monde incroyable. Il y avait, je ne sais pas, plusieurs milliers de personnes dans cet espace clos. Cela a été étonnant comme révélation. Je m'étais dit : "C'est une chose commerciale. Il y aura quelques rigolos qui vont venir". Pas du tout. Cela a été, dès le départ, un succès extraordinaire.

SE : D'ailleurs, comment pouvez-vous expliquer cet engouement ?

MB : La France était assez en retard. Les malls, comme les appelaient les anglais et les américains, c'est-à-dire nos « agoras » de notre côté, existaient depuis "x" années. Je me rappelle très bien, ma femme qui avait été se balader avec sa sœur aux Antilles dans les années 1967-1968 m'avait raconté qu'elle avait vu quelque chose d'extraordinaire à Fort-de-France ou à Pointe-à-Pitre. C'était le centre commercial de Fort-de-France, qui n'existait pas en France métropolitaine. C'était une idée qui était en l'air, incontestablement. Et puis, n'oublions pas qu'à l'époque, cela se situait dans un moment d'expansion économique considérable. C'était les "Trentes Glorieuses". La France était riche, les Français n'étaient pas pauvres. Et avoir devant ses fenêtres ou au pied de son appartement un choix considérable de commerces de toutes sortes, et de qualité, cela ne pouvait pas ne pas marcher. Mais, on était encore à l'époque où l'on pensait à l'épicier du coin, et au boucher avec une demie-carrosse de veau accrochée derrière son étal. C'était tout à fait autre chose.

SE : C'était un changement au niveau des modes de consommation.

MB : Oui. Enfin, il y aurait beaucoup à en dire. Je ne parle pas de l'Agora. C'est une courte parenthèse. J'ai une maison de campagne près de Milly. Cela fait 30 ans que l'on a cela. Je vois la dégradation de toutes ces communes. Tous les commerces sont partis car il y a eu un Carrefour à Etampes, un Champion à Milly-la-Forêt, un Bricorama aussi. Dans le petit village, à côté de chez moi, qui s'appelle Maisse, il ne reste qu'un boucher et un épicier.

SE : Oui, mais tout le reste est parti en périphérie.

MB : Non. Il est parti dans les grandes surfaces.

SE : Alors, ils sont partis dans les grandes surfaces. Mais, dans les grandes surfaces, en périphérie, en plus des villes, en général.

MB : Oui. Mais, ce sont tous ces petits bourgs de grande banlieue, comme Milly-la-Forêt et autres. Milly survit à peu près, parce qu'il y a d'autres attractions. Mais dans le coin, pour l'essentiel, tous les commerces locaux ont disparu au profit des grandes surfaces. C'est pour cela que je dis qu'il y a à boire et à manger dans tout cela. Mais, à l'époque on n'en était pas là. L'Agora était une chose extraordinaire.

SE : C'était novateur. Et pour l'Agora, cette réalisation a-t-elle posé des problèmes au niveau de la construction ?

MB : Non. On avait affaire à un personnage qui s'appelait Solal. Il était le financier. Je n'ai pas gardé de souvenirs très précis du montage financier. Cela a été fait uniquement sur des fonds privés. Il n'y a pas eu d'interventions des fonds publics. Les gens y croyaient, ils ont eu raison. En fait, la SCI de Solal a créé les espaces. Il les a soit cédés, soit loués à des commerces. Ils se sont très bien refaits en faisant cela.

SE : D'ailleurs, y avait-il des concours pour ces architectures ?

MB : Oui, il y a eu des concours. J'ai même été à l'origine du concours qui a donné naissance aux Pyramides. J'avais fait un concours public. J'avais même poussé les choses assez loin. J'avais obtenu les maquettes de quatre à six concurrents, des gens comme Niemeyer et d'autres, qu'on avait exposées au District. J'avais fait venir par autocar des gens d'Evry, et je les faisais voter. Ils devaient élire les projets 1, 2, 3, 4, etc. Cela avait été grand succès. Alors, je m'étais fait mettre en boîte, on m'avait critiqué. Bien sûr, quand on voit quelque chose comme cela, cela ne plaît pas à tout le monde. Finalement, c'est un peu à travers le suffrage unique et public, sinon universel, que l'on a choisi le projet des Pyramides.

SE : En fait, c'est par consultation.

- MB : On avait une opinion. Cela se passait en 1968-1970. Les grands cabinets d'architecte en étaient encore à la conception des barres et des tours des années 1970. O. Niemeyer, le créateur de Brasília, n'était pas n'importe qui. Il avait dû faire faire son projet par un de ses employés. C'était moche.
- SE : Finalement, qui a été retenu ?
- MB : Andrault-Parat. C'est ce que je vous disais tout à l'heure.
- SE : Sinon, parmi les réalisations, pour les quartiers d'habitations, le choix a été de les mettre autour de l'Agora.
- MB : En gros, oui. L'idée, au départ, était de faire un X. Les quatre voies devaient se croiser au centre. Et entre les branches du X, il y avait soit des quartiers d'habitations, soit des espaces verts.
- SE : Pour les quartiers d'habitations, quelle était la répartition envisagée en accession, en locatif ?
- MB : On avait essayé un doux mélange. J'étais moi-même administrateur, je le suis encore, sur le papier tout au moins, d'une société d'HLM qui s'appelait le Foyer du travailleur, à Ris-Orangis. J'avais affaire à des gens délicieux, d'une honnêteté impeccable, l'ancienne France presque. Je les avais fait venir. Je leur avais donné un tout petit lot, hors ville nouvelle, à Evry-même à un moment donné. Ensuite, je les avais fait venir dans la ville nouvelle. Ils ont été à l'origine d'un ou deux projet(s). Il n'y avait pas qu'eux. Je crois qu'il y avait eu la Caisse des Dépôts.
- SE : Oui, la Caisse des Dépôts avait dû intervenir.
- MB : Il y a eu de tout. Il y a même eu des Anglais pour les constructions d'immeubles de bureaux. Cela était très varié comme participants.
- SE : Vous avez donc été sollicité par des promoteurs ?
- MB : C'était surtout sur A. Lalande que cela allait. J'ai eu l'occasion de rencontrer des promoteurs, mais je n'étais pas le décideur final.
- SE : Sinon, quel bilan feriez-vous de cette réalisation des villes nouvelles et de cette aventure qui a duré 8 ans, puisque vous terminez votre mandat de Président de l'EPA en 1977 ? En fait, vous avez eu la chance de voir la réalisation des villes nouvelles.
- MB : Absolument. Je suis vraiment le seul parmi les différents responsables des villes nouvelles, à avoir duré si longtemps. Je me suis laissé convaincre par l'idée, je vous l'ai dit tout à l'heure. Finalement, je pense que l'idée en soi est bonne. J'ai été faire des visites à l'étranger, j'ai vu les villes nouvelles anglaises en particulier.
- SE : J'ai noté que vous étiez également Président d'honneur de l'Association Internationale des Villes Nouvelles.
- MB : Oui. Je vous dirais franchement, sans être cocardier, que les villes nouvelles françaises que je connais dament le pion de très loin aux villes nouvelles anglaises qui sont minables. Les villes nouvelles anglaises sont faites au rabais, hors communication, pour des raisons idéologiques.
- SE : Oui. Mais, c'était volontaire.
- MB : C'était volontaire. Mais ils se sont rendu compte que c'était complètement idiot. La qualité de la construction était tout à fait médiocre. Nous avons fait un gros effort. Je trouve que l'on peut en être fier. Alors, ce que c'est devenu, c'est autre chose. C'est probablement dû au fait de fermer les yeux, d'encourager la création de quartiers difficiles. Tout cela a évolué très vite. Je ne me fais pas d'illusions. Si j'ai été battu à la mairie en 1977, c'était évidemment à cause de la ville nouvelle, parce que les gens qui venaient de partout et d'ailleurs ont voté politique, ils ont voté à gauche. Par conséquent, je me suis

retrouvé limogé. Mais, voter à gauche, ce n'est pas grave. Ce qui est beaucoup plus grave, c'est lorsque l'on a introduit des gens qui ont une moralité contestable.

SE : En fait, au départ, les villes nouvelles, notamment Evry, et même les autres, étaient plutôt conçues pour attirer les jeunes ménages, les classes moyennes et les enfants.

MB : Oui. Mais ce n'est pas simple. C'est une chose dont je me suis rendu compte dès le départ. Recréer artificiellement la stratification d'une ville traditionnelle, c'est très difficile. C'est facile de faire venir des cas sociaux, ils sont toujours d'accord. Vous leur donnez un logement, ils sont ravis de venir. C'est déjà devenu beaucoup plus difficile de trouver des cadres moyens. Et quand vous arrivez en haut du panier, vous ne trouvez plus personne. Je sais bien que dans une ville, il y a peu de classes supérieures. J'emploie des termes qui sont abominablement rétrogrades. Mais, il en faut quand même. Il faut qu'il y ait quelques grands avocats, quelques grands médecins, quelques grands professionnels, qu'il y ait une strate, même modeste. Mais, pour arriver à la faire venir...

SE : Comment expliquez-vous cela ?

MB : Parce que les gens n'y tiennent pas. Il y a une réputation mitigée pour les villes nouvelles. Un jour, j'ai été interviewé sur les villes nouvelles par un homme de Radio-Luxembourg. Il m'a piégé. Il m'a dit : "Et vous M. Boscher, à Evry, pourquoi n'habitez-vous pas la ville nouvelle ?" Je lui ai dit : "Parce que j'ai quelque chose dans la ville ancienne". En effet, la réaction, c'était que le bon bourgeois a plutôt tendance à rester à Paris, à Neuilly. Aller s'exiler à 35 km dans un environnement qui est beaucoup moins sympathique, ce n'est pas sa tasse de thé. Ce que je voulais vous dire, c'est que reconstruire et essayer de concevoir et de mettre en place la stratification d'une ville traditionnelle dans une ville nouvelle, c'est la quadrature du cercle. Cela se fera, j'en suis persuadé. Mais, cela prendra 10 à 50 ans. Je n'en sais rien. Il m'étonnerait bien que mes petits-enfants, pour autant qu'ils s'intéressent à cela, ne se rendent pas compte qu'en effet, Evry et peut-être les autres, est progressivement en train de se forger une identité différente de la ville nouvelle pure et dure.

SE : En fait, il faudrait que les villes nouvelles perdent leur identité de villes nouvelles pour être accaparées par la population.

MB : Absolument. C'est très difficile. C'est une tâche redoutable. Je ne sais même pas si elle est réalisable. En tous cas, à moyen terme, elle est difficilement réalisable. A long terme, sans doute, je l'espère.

SE : Pourtant, en créant, par exemple des emplois hautement qualifiés dans ces villes, n'attire-t-on pas également la population des cadres supérieurs ?

MB : Non. On les attire pour l'emploi. Mais, le soir, ils prennent leur voiture et retournent à Paris. C'est cela, le drame.

SE : Donc, il y a eu un problème de mixité sociale.

MB : Oui. C'est sûr. Je ne sais pas s'il existe des chiffres d'enquête démographique. Ce serait intéressant de le savoir. En France, on n'aime pas beaucoup cela, parce qu'on dit que c'est de la discrimination.. En Angleterre, ce n'est pas comme cela. Vous avez des catégories sociales très nettement déterminées (A+, B+, B-, etc). Chez nous, on n'aime pas cela, c'est considéré presque comme du racisme. Alors, il est difficile de se faire une opinion. Mais, je serais bien étonné qu'il n'y ait pas une extraordinaire majorité de ce que les « bourgeois » appelleraient "les classes populaires".

SE : En ce qui concerne les emplois, cela a-t-il été une réussite avec le ratio ?

MB : Oui. Le ratio a été bon, et je crois qu'il l'est encore. Il y a eu aussi un engouement. L'EPA s'est donné énormément de mal. A. Lalande a été très intelligent dans cette histoire. Il a usé de ses relations. Il en avait beaucoup, il en a fait d'autres. Il est arrivé à convaincre des entreprises de venir. Il y en a qui sont venues spontanément.

SE : Lesquelles ? Avez-vous des noms d'entreprises qui viennent à l'esprit ?

MB : Quand je suis parti, il y avait Nabisco. Il y en avait déjà un certain nombre. Depuis, cela s'est bien accru, ce qui est bien. Il y a eu une chose que l'on a commencé à lancer de mon temps. Cela a été l'université, que je n'ai pas connue. Mais, elle était sur les planches à dessin. Cela était très important pour donner une image de marque à une ville, parce qu'une ville universitaire, c'est quand même autre chose qu'une ville qui ne l'est pas. C'est également important pour donner une source de perfectionnement et d'éducation supérieure à une partie importante de la population.

SE : D'ailleurs, la seule ville nouvelle qui n'a pas d'université, c'est Melun-Sénart.

MB : Oui, c'est vrai. Je ne sais pas pourquoi.

SE : En ce qui concerne cette appropriation du projet de villes nouvelles, vous m'avez dit que finalement, vous aviez été convaincu par P. Delouvrier. Alors, il y a un moment clé, si je puis dire, c'est le départ de P. Delouvrier en février 1969 ?

MB : Oui. Et la venue de l'excellent M. Doublet.

SE : Donc, à partir de 1969, le pouvoir politique en place est nettement moins favorable aux villes nouvelles que le pouvoir précédent. Il y a eu même une offensive en règle, notamment de la part de A. Chalandon, Ministre de l'Équipement. Mais, souvent, on relate le fait que les élus, dont vous faites partie, se sont vraiment accaparés, à partir de ce moment-là, le schéma directeur par opposition au pouvoir politique, qui aurait bien réduit à néant cette histoire.

MB : Oui, je crois que c'est exact. Je crois qu'au sein du District, à l'époque (je faisais allusion tout à l'heure au rapport que j'avais fait d'un volume relativement épais sur le schéma directeur de la région parisienne), on avait plutôt eu tendance à appuyer les hypothèses et les schémas de P. Delouvrier, plutôt que de voir se rétracter tout cela, à la manière d'Albin Chalandon.

SE : Pourtant au départ, vous étiez encore relativement prudent.

MB : Oui. C'est difficile de démêler ses sentiments 30 ans après. Il y avait probablement une double approche de prudence évidente, et une approche de voir accomplir quelque chose. Je me rendais compte moi-même que politiquement, c'était très risqué. En 1977, je pensais survivre parce que je me disais : "On leur donne tout, ils ont la piscine, la patinoire, l'hôpital. Parce qu'il y a eu l'hôpital, avec S. Veil. C'est moi qui ai fait le coup de l'hôpital. Scandale, du reste. Cela ne se justifiait absolument pas. J'ai dit à S. Veil, qui est venue un jour à Evry : "Chère amie, donnez-moi un hôpital. J'ai besoin d'un hôpital pour le succès de la ville nouvelle ». Elle me l'a donné, alors qu'il y en avait un à Corbeil, à côté, qui devait être construit, et qui a été construit par la suite. Finalement, ils ont fait un hôpital bipolaire. Je ne sais plus ce que je disais.

SE : Sur le risque politique.

MB : Oui, il y avait un risque politique. Je me disais : « Ils ont tout » Ils savent que c'est la ville nouvelle. Ils savent que c'est moi qui en suis le patron, politiquement. Donc, ils vont me réélire, parce que c'était un peu in petto ce que je me disais. Cela n'a pas suffi car, encore une fois, ils ne me connaissaient pas, tout comme je croyais les connaître, mais je ne les connaissais pas. Et comme les gens arrivaient, matin, midi et soir de leur lointaine province ou d'une banlieue autre de la région parisienne, ils n'avaient aucun contact. Et ils avaient d'autres préoccupations que de se mettre à réfléchir sur les tenants et les aboutissants de la vie politique locale.

SE : Donc, ce risque politique venait du renouvellement de la population.

- MB : Bien entendu. C'est pour cela qu'Evry est resté socialiste à l'heure qu'il est. Et ils ont réélu M. Valls, l'ancien collaborateur de Jospin, comme maire. C'est de la bêtise de la part de mes ex-amis parce qu'en réalité, il n'y a pas une majorité socialiste pour l'instant à Evry. Cela ne devrait pas tarder parce que les autres se sont disputés entre eux, comme par hasard. Malgré tout, il y a quand même une forte tendance de gauche, dans les villes nouvelles, notamment à Evry, parce que cela correspond à une conception d'une certaine population qui, à tort ou à raison, croit aux vertus du socialisme. Je suis moi-même démocrate, je le respecte.
- SE : Souvent, la crainte du pouvoir politique en place, je pense notamment à V. Giscard d'Estaing, c'est effectivement de freiner un peu les villes nouvelles, dans la mesure où cela allait changer les majorités.
- MB : Oui. Cela n'a pas changé grand-chose finalement. La représentation politique de la grande couronne parisienne n'a pas tellement évolué. Il y a peut-être 3 ou 4 députés de gauche en plus, mais ce n'est pas cela qui a fait une majorité.
- SE : D'après vous, c'était mineur.
- MB : Je regardais la carte qui a été publiée dans le Figaro des dernières élections, il y a 3 semaines. Finalement, dans l'Essonne, je crois qu'il y a deux circonscriptions qui ont viré à gauche. Ce n'est pas tellement, sur 12.
- SE : En fait, le risque politique était plutôt pour les élus locaux, et non sur le plan national et pour le pouvoir autre. A propos de V. Giscard d'Estaing, vous m'aviez dit qu'il était venu également à Evry. Quelle était la position du pouvoir politique en place, à partir de 1974 par rapport aux villes nouvelles ? Parce que là, c'était le moment où il fallait engager davantage d'argent.
- MB : Je n'ai pas gardé un souvenir très précis d'une modification fondamentale de la politique du pouvoir central vis-à-vis des villes nouvelles à l'époque de V. Giscard d'Estaing. Cela s'est passé convenablement. Il n'y a pas eu d'éclats. Je ne me rappelle pas que V. Giscard d'Estaing ait fait un discours tonitruant ou désagréable lorsqu'il est venu à Evry. Il avait présidé le Conseil des ministres. Vous savez, à l'époque, c'était les gadgets de Giscard. On décentralise le Conseil des ministres. Vous rappelez-vous ? Non, vous étiez trop jeune.
- SE : Je l'ai lu dans les articles.
- MB : Alors, le Conseil des ministres s'était tenu à Evry. Je n'y étais pas, mais j'étais là pour l'accueillir. Finalement, la venue de Giscard a été un épiphénomène. On n'a pas eu de conséquences particulières. Quant à la politique du Gouvernement de l'époque, je crois que c'était J. Chirac.
- SE : Comme Premier Ministre ?
- MB : Oui. C'était J. Chirac. Je n'ai jamais su ce que J. Chirac pensait des villes nouvelles. Je ne lui en ai jamais parlé. Comme dans beaucoup de domaines, il est à l'affût des idées qu'on lance en l'air. Il en rattrape une, et au bout de quelque temps, elle ne plaît plus. Alors, il la rejette et il en prend une autre. A ma connaissance, il n'a jamais fait un grand dégagement sur sa conception des villes nouvelles. C'est un peu le cas de G. Pompidou. Ce sont des gens qui sont mi-corréziens, mi-parisiens. Les banlieues, c'est une terra incognita.
- SE : Tout à fait. Vous n'êtes plus en place, mais en revanche, un des tournants politiques majeurs pour les villes nouvelles, cela a été l'arrivée des socialistes.
- MB : Oui. Dans le lot, ils avaient M. Rocard qui était tout à fait pour. Il n'était pas du tout hostile. Il a voulu faire son petit numéro pour montrer que la loi Boscher n'était pas intangible et que l'on pouvait faire mieux. Mais c'était tout de même assez marginal, finalement. Les autres, je ne sais pas. Je ne les ai pas pratiqués. Je ne les connais pas.

- SE : Tout à l'heure, nous avons évoqué le Groupe Central des Villes Nouvelles. Là, vous aviez des contacts avec le groupe central, soit à travers son niveau président, soit à travers...
- MB : C'était Hirsch ?
- SE : Non. Le président, c'était R. Goetze. Sinon, il y avait J.-E. Roullier et G. Salmon-Legagneur.
- MB : G. Salmon, bien sûr. Cet excellent Salmon-Legagneur. Ce n'était pas des rapports structurés. Je voyais Hirsch. Qui disiez-vous ?
- SE : J.-E. Roullier, ou R. Goetze ?
- MB : R. Goetze, oui. Goetze était beaucoup plus une potiche qu'autre chose. Mais, c'était un financier, un banquier, un homme fort distingué et sympathique. Mais, je n'ai pas gardé le souvenir d'une immixtion particulièrement vive de R. Goetze dans les affaires de la ville nouvelle d'Evry. Ailleurs, je ne sais pas, je ne peux pas en parler. Je ne me rappelle plus très bien comment fonctionnait le Groupe Central. Il existait auprès du Premier Ministre, je suppose.
- SE : Oui, tout à fait. Avec un délégué auprès du Ministère de l'Equipement.
- MB : Tous ces braves gens, ces hauts fonctionnaires fonctionnaient en circuit fermé. C'est un des reproches que l'on peut faire à la démocratie à la française. Finalement, l'élu, même s'il a des responsabilités locales relativement importantes, n'est pas considéré dans le schéma général. C'est un peu un parent pauvre. Et le gratin du Groupe Central ne faisait pas appel, à ma connaissance, aux gens comme moi. Je n'ai jamais été reçu au Groupe Central dans une réunion quelconque.
- SE : D'ailleurs, on a souvent accusé le projet des villes nouvelles d'être précisément un projet de technocrates.
- MB : Je sais bien. Oui, c'est vrai. Dans ce genre d'affaire, soit on est dirigiste ou technocrate, comme vous préférez, soit on est pour le laisser-aller. A partir du moment où l'on accepte l'idée, au départ, qu'il faut mettre de l'ordre dans une région qui est en train de devenir un "bordel sans nom", excusez-moi du terme, on fait du dirigisme, on fait de la technocratie, forcément. Vous ne pouvez pas à la fois dire : "Je veux de l'ordre, mais faites ce que vous voulez". Je vous rappelle, mais vous le savez probablement mieux que moi, que le nombre de textes qui se sont succédé au fil des siècles, et non pas des années, pour limiter l'expansion de Paris, est considérable. Depuis les édits royaux en passant par la Deuxième République, et tout ce que vous voudrez.
- SE : A chaque fois, on voulait ceinturer Paris.
- MB : Et à chaque fois, on débordait. Donc, on était obligé d'être un peu technocratique, si on voulait vraiment arriver à quelque chose. Maintenant, il reste à savoir si ce quelque chose est ce qu'il fallait faire. C'est un autre problème. Mais, si les objectifs sont d'éviter le pourrissement, l'émiettement...
- SE : L'asphyxie de la ville, parce que par exemple pour les industries,...
- MB : Si on veut éviter cette sorte de pourrissement qui a prévalu dans les années 1925,... Je ne sais pas si vous êtes jamais allée vous promener dans la banlieue du côté de Sainte-Geneviève-des-Bois, dans ce coin là. Allez-y un jour, si vous passez par là. Sainte-Geneviève-des-Bois, comme son nom l'indique, était un pays de bois. Dans les années 1925, on a tout rasé. Les promoteurs de l'époque, qui portaient un autre nom, ont fait des lotissements de pavillons en meulière, à la queue-leu-leu. C'est d'une tristesse.
- SE : Et tout cela, sans équipements.
- MB : Sans équipements, mais d'une solidité à toute épreuve parce que 80 ans après, ils sont toujours là. Si on veut éviter cela, l'idée est de faire des pôles. Les villes nouvelles sont des pôles. Cela me paraît intellectuellement tout à fait plausible. Parce qu'en dehors de cela ou le bazar, que faire ?

SE : Ou la canalisation de pôles précis pour gérer l'espace.

MB : C'est la ville nouvelle. Les pôles "ville nouvelle" avec un entourage. Je sais bien ce que l'on a reproché. C'est vrai. Moi le premier, je suis assez réticent en matière de décision venant d'en haut, prise par des super cracks de l'ENA. Mais il faut tempérer tout cela, ce n'est pas simple. C'est comme l'économie française, c'est même pire. Entre le laisser-aller et le dirigisme, tout cela vous le savez.

SE : Le dosage est difficile.

MB : En plus, tout cela évolue. A propos de ce que nous disons ensemble aujourd'hui, si nos successeurs lointains dans 20 ou 30 ans ont le même débat, ils auront des conclusions vraiment différentes.

SE : Ou évidentes. Dans 30 ans, de toute façon, les villes nouvelles seront déjà un peu moins nouvelles.

MB : Evidemment.

SB : Ce changement de perspective sur le plan urbanistique, de mettre un terme au malthusianisme qui régnait au niveau de la conception de la région parisienne, cette volonté de limiter l'expansion de la région parisienne, l'avez-vous vraiment ressentie comme une idée propre à P. Delouvrier ou, en tous cas, son équipe ?

MB : Oui. Sûrement. C'était certainement un des fondements du concept général de l'organisation de la région parisienne. C'était de freiner, de supprimer, autant que faire se peut, cette sorte de pourrissement généralisé avec 50 HLM dans un coin, 150 pavillons dans un autre, généralement mal desservis, sans emplois à côté, etc. Je crois que l'on peut y associer aussi M. Debré. Cela fait certainement partie des idées qui étaient les siennes.

SE : Pour conclure, quelles seraient vos impressions personnelles sur la construction de la ville nouvelle d'Evry, telles que vous les avez vécues, au moins dans les premières années ?

MB : Dans les premières années, j'étais très satisfait. Dans l'ensemble, les choses avançaient bien, les gens étaient assez contents. On tenait la cadence, les emplois arrivaient. C'était plutôt de l'optimisme à l'époque. A mon sentiment, la dégradation que l'on voit à travers les faits divers des journaux, est bien postérieure. Elle est due, je pense, à une non maîtrise de la venue des populations. On n'a pas maîtrisé du tout, on a laissé faire n'importe quoi et n'importe comment. Je sais que ce n'est pas facile. Dans les premiers temps de mon premier mandat en 1947-1948 à Evry, grâce au Foyer du travailleur, j'avais fait construire une quinzaine de petites maisons en meulière, mieux que des pavillons, dans un petit parc que j'avais acheté pour la ville dans le village. J'avais donc le droit de loger des gens. C'était des HLM. Je pouvais désigner des candidats. Je me souviens que j'avais, parmi mes protégés, un brave homme qui était cantonnier d'origine tunisienne, qui avait 5 ou 6 enfants. Il habitait dans un "gourbi" affreux, et je lui avais trouvé un logement. Cela a été toute une histoire. Les gens d'Evry : "Un arabe, on en veut pas !" Déjà, en 1947.

SE : Alors que la Tunisie était encore française.

MB : La Tunisie était encore un protectorat français. Les Français sont ainsi, ils sont racistes. Personne n'ose le dire, mais c'est vrai. Peut-être pas à tuer le voisin à coups de couteau, mais il y a une réticence évidente. Et cela se passait il y a 60 ans, au lendemain de la guerre, où, comme vous le dites très justement, la Tunisie faisait encore partie de l'empire français. Donc, la venue de population comme mon brave Tunisien dans les villes nouvelles, même si ce sont des gens très bien, est facteur de désordre, d'incompréhension, de méchancetés réciproques, etc. Ce n'est pas un bon climat. Alors, que faut-il faire ? C'est un autre débat.

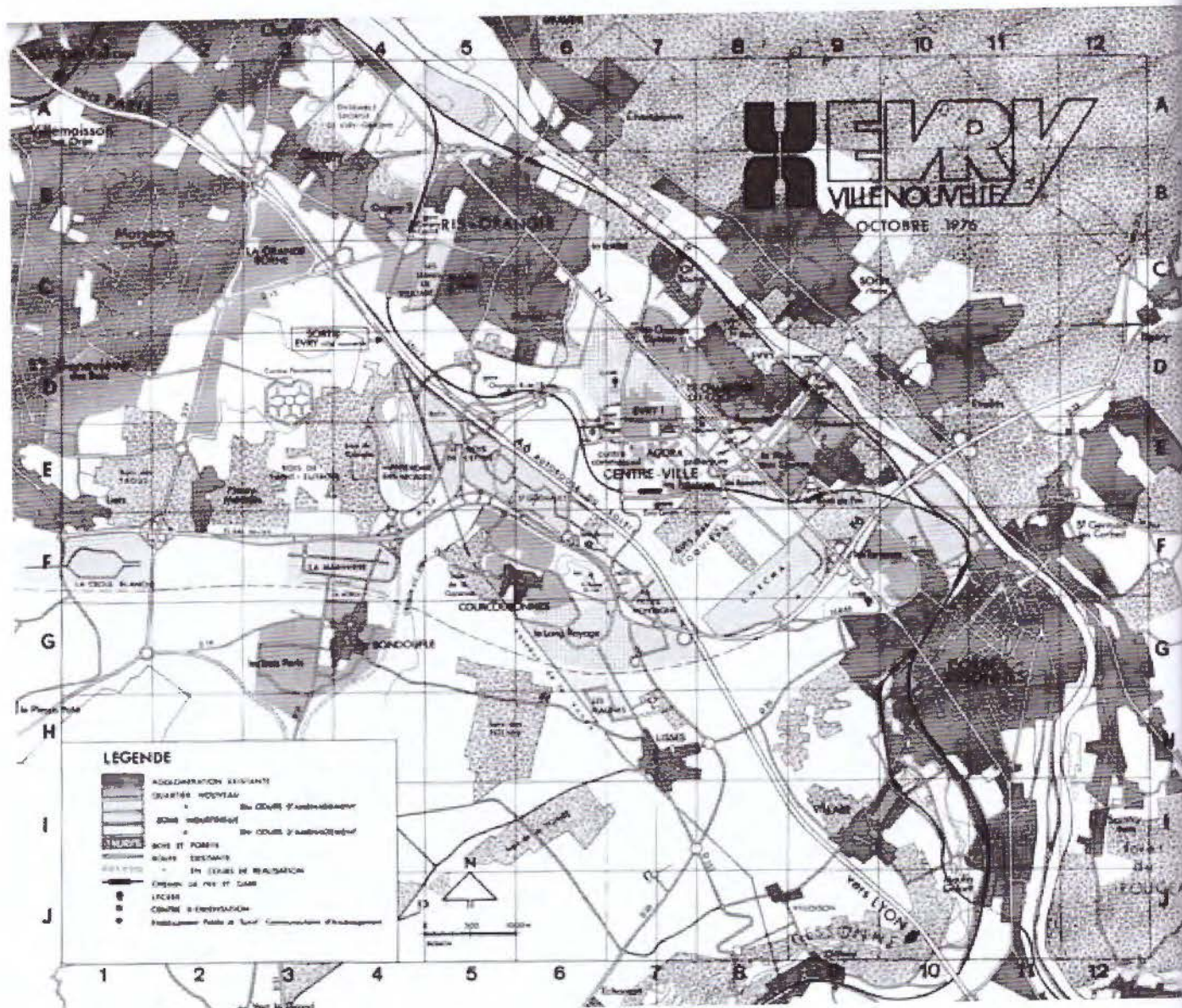
SE : Je vous remercie beaucoup.

MB : Je vous en prie.



La Goutte d'eau

Symbole de la Ville Nouvelle d'Evry – 1975
Terrasses de l'Agora
Œuvre de Louis MOLINARI (Artiste de l'Essonne)



Mémoires et avenir de la ville nouvelle
Siège social : Communauté d'agglomération d'Evry-Centre-Essonne
C/O Service mémoire et documentation
110 place de l'Agora BP 62 91002 EVRY Cedex

[http : //www.agglo-evry.fr](http://www.agglo-evry.fr)
mailto : asso.mvn@laposte.net

5 €